



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 10 ΙΟΥΛΙΟΥ 1981

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
179

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1177

*Περί κυρώσεως της συναφθείσης εις Γενεύην την 30
Μαρτίου 1979 Διεθνούς Συμφωνίας του 'Ελαιολάδου
του έτους 1979.*

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Άρθρον Πρώτον

Κυρούται και έχει ισχύν νόμου ή συναφθείσα εις Γενεύην
την 30 Μαρτίου 1979 Διεθνής Συμφωνία του 'Ελαιολάδου
του έτους 1979 της οποίας το κείμενον, εις το πρωτότυπον
εις την Γαλλικήν και εις μετάφρασιν εις την 'Ελληνικήν
γλώσσαν, έχει ως εξής:

ACCORD INTERNATIONAL DE 1979
SUR L' HUILE D' OLIVE.

Préambule

Rappelant que la culture de l'olivier :

— est une culture indispensable à l'entretien et à la conservation des sols, qui permet de valoriser des terrains ne supportant pas l'implantation d'autres cultures et qui, même dans des conditions extensives d'exploitation, lesquelles représentent l'essentiel de la production actuelle, réagit de façon favorable à toute amélioration culturale,

— est une culture fruitière pérenne qui permet de rentabiliser les investissements consentis pour ladite culture avec des techniques appropriées, dont les pays oléicoles et notamment les pays oléicoles en développement devraient pouvoir disposer,

Soulignant que de cette culture dépendent l'existence et le niveau de vie de millions de familles qui sont absolument tributaires des mesures prises pour maintenir et développer la consommation de ses produits, tant dans les pays producteurs eux-mêmes que dans les pays consommateurs non producteurs,

Rappelant que l'huile d'olive constitue un produit de base essentiel dans les régions où ladite culture est implantée,

Rappelant que la caractéristique essentielle du marché de l'huile d'olive réside dans l'irrégularité des récoltes et de l'approvisionnement du marché, qui se traduit par des fluctuations dans la valeur de la production, par l'instabilité des prix et des recettes d'exportation, ainsi que par des écarts considérables dans les revenus des producteurs,

Rappelant qu'il en résulte des difficultés spéciales qui peuvent causer des préjudices graves aux intérêts des producteurs et des consommateurs et compromettre les politiques générales d'expansion économique dans les pays des régions où la culture de l'olivier est implantée,

Soulignant, à cet égard, la très grande importance de cette production dans l'économie de nombreux pays et notamment des pays oléicoles en développement,

Rappelant que les mesures à prendre, compte tenu des données très particulières de la culture de l'olivier et du marché de l'huile d'olive, dépassent le cadre national et qu'une action internationale est indispensable,

Considérant l'Accord international de 1963 sur l'huile d'olive, tel que reconduit et amendé par les Protocoles successifs du 30 mars 1967, du 7 mars 1969, du 23 mars 1973 et du 7 avril 1978, y compris les amendements entrés en vigueur le 1er novembre 1971 en vertu des dispositions de son article 38 (l'ensemble de ces instruments étant ci-après dénommé l'« Accord international de 1963 sur l'huile d'olive »),

Considérant que cet Accord vient en principe à expiration le 31 décembre 1979,

Estimant qu'il est essentiel de poursuivre, en la développant, l'œuvre entreprise dans le cadre dudit Accord et qu'il est souhaitable de conclure un nouvel accord,

Les Parties au présent Accord sont convenues de ce qui suit :

Chapitre premier. — Objectifs généraux

Article premier

Les objectifs du présent Accord, qui tiennent compte des dispositions de la résolution 93 (IV) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, sont les suivants :

- a) Favoriser la coopération internationale en ce qui concerne les problèmes que pose généralement l'économie oléicole mondiale;
- b) Favoriser la recherche-développement et encourager la mise au point de tous moyens qui permettraient d'appliquer des techniques répondant aux problèmes qui se posent pour l'huile d'olive et, plus généralement, dans le secteur oléicole sur le plan de la production et de la transformation, et favorisant la modernisation de la culture de l'olivier et de l'industrie oléicole à travers la programmation technique et scientifique, en vue de favoriser les transferts de technologie, d'améliorer la culture de l'olivier et la qualité des productions obtenues de cette culture, et afin de réduire le coût de revient des produits obtenus et d'améliorer ainsi la position de l'huile d'olive dans l'ensemble du marché des huiles végétales fluides alimentaires;
- c) Faciliter l'étude de l'application de mesures tendant à l'expansion des échanges internationaux d'huile d'olive afin d'accroître les ressources que les pays producteurs et, plus particulièrement, les pays producteurs en développement retirent de leurs exportations, et de permettre l'accélération de leur croissance économique et leur développement social, tout en tenant compte des intérêts des consommateurs;
- d) Faciliter l'étude et l'application de mesures tendant à la réalisation d'un équilibre entre la production et la consommation par l'adoption de dispositions opportunes, notamment de dispositions propres à développer la consommation;
- e) Réduire les inconvénients qui tiennent aux fluctuations des disponibilités sur le marché, en vue notamment :
 - i) d'éviter les fluctuations excessives des prix, qui devront se situer à des niveaux rémunérateurs et justes pour les producteurs et équitables pour les consommateurs;
 - ii) d'assurer des conditions permettant un développement harmonieux de la production, de la consommation et des échanges internationaux, compte tenu de leurs interrelations;
- f) Prévenir et, le cas échéant, combattre toute pratique de concurrence déloyale dans le commerce international de l'huile d'olive et assurer la livraison d'une marchandise conforme en tout aux termes des contrats passés;
- g) Favoriser la coordination des politiques de production et de commercialisation de l'huile d'olive et l'organisation du marché de ce produit;
- h) Améliorer l'accès aux marchés et la sécurité des approvisionnements, ainsi que les structures des marchés et les systèmes de commercialisation, de distribution et de transport;

- γ) Améliorer les procédures d'information et de consultation permettant, entre autres choses, la réalisation d'une meilleure transparence du marché de l'huile d'olive;
- δ) Etudier et faciliter l'application des mesures nécessaires en ce qui concerne les autres produits de l'olivier;
- ε) Etudier la situation de l'industrie oléicole dans ses rapports avec l'environnement et recommander, le cas échéant, les solutions appropriées, conformément aux recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, 1972, afin de remédier aux nuisances éventuelles;
- ς) Poursuivre, en la développant, l'œuvre entreprise dans le cadre des Accords internationaux antérieurs sur l'huile d'olive.

Chapitre II. — Membres

Article 2

Chaque Partie contractante constitue un seul Membre du Conseil.

Chapitre III. — Définitions

Article 3

1. Aux fins du présent Accord :

- a) Par "Conseil", on entend le Conseil oléicole international visé à l'article 27;
- b) Par "campagne oléicole", on entend la période allant du 1er novembre de chaque année au 31 octobre de l'année suivante;
- c) Par "Membre principalement producteur", on entend un Membre dont la production d'huile d'olive a été, durant les campagnes oléicoles 1972/73-1977/78 comprises, supérieure à ses importations durant les années civiles 1973 à 1978 comprises;
- d) Par "Membre principalement importateur", on entend un Membre dont la production d'huile d'olive a été, durant les campagnes oléicoles 1972/73-1977/78 comprises, inférieure à ses importations durant les années civiles 1973 à 1978 comprises ou dont aucune production d'huile d'olive n'a été enregistrée durant ces mêmes campagnes oléicoles;
- e) Par "Membre", on entend une Partie contractante au présent Accord.

2. Toute mention, dans le présent Accord, d'un "Gouvernement" ou des "Gouvernements" est réputée valoir aussi pour la Communauté économique européenne (ci-après dénommée la Communauté), ainsi que pour tout organisme intergouvernemental ayant des responsabilités en matière de négociation, de conclusion et d'application d'accords internationaux sur les produits de base. En conséquence, toute mention, dans le présent Accord, de la "signature" ou du "dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation" ou d'un "instrument d'adhésion" ou d'une "notification d'application à titre

provisoire" par un Gouvernement est, dans le cas de la Communauté, réputée valoir aussi pour la signature ou pour la notification d'application à titre provisoire, au nom de la Communauté, par son autorité compétente, ainsi que pour le dépôt de l'instrument requis par la procédure institutionnelle de la Communauté pour la conclusion d'un accord international. Elle est également réputée valoir, dans le cas d'un organisme intergouvernemental ayant des responsabilités en matière de négociation, de conclusion et d'application d'accords internationaux sur les produits de base, pour la signature ou pour la notification d'application à titre provisoire, au nom de l'organisme intergouvernemental intéressé, par son autorité compétente, ainsi que pour le dépôt de l'instrument requis par sa procédure institutionnelle pour la conclusion d'un accord international.

3. Nonobstant les dispositions des alinéas c et d du paragraphe 1 du présent article, la Communauté est considérée à la fois comme "Membre principalement producteur" et comme "Membre principalement importateur".

4. Si un organisme intergouvernemental, autre que la Communauté, ayant des responsabilités en matière de négociation, de conclusion et d'application d'accords internationaux sur les produits de base, envisageait de devenir Partie contractante, les modalités selon lesquelles sa participation au présent Accord devrait intervenir seront arrêtées d'un commun accord entre le Conseil et ledit organisme intergouvernemental préalablement à la procédure à engager par lui pour devenir Partie contractante.

Chapitre IV. — Obligations générales

Article 4

Les Membres s'engagent à ne prendre aucune mesure allant à l'encontre des obligations contractées aux termes du présent Accord et des objectifs généraux définis à l'article premier.

Article 5

Les Membres aussi bien producteurs que consommateurs s'engagent à prendre toutes les mesures appropriées ayant pour objet de faciliter les échanges, d'encourager la consommation d'huile d'olive et d'assurer le développement normal du commerce international de l'huile d'olive. Ils s'engagent à cet effet à se conformer aux principes, règles et lignes directrices qu'ils ont agréés dans les enceintes internationales compétentes. Ils s'engagent également à prendre des mesures tendant à favoriser l'écoulement de l'huile d'olive à des prix compétitifs au stade de la consommation, parmi lesquelles la fixation d'aides et le rapprochement des prix des huiles d'olive de ceux des autres huiles végétales comestibles, en vue d'encourager la consommation d'huile d'olive.

Article 6

Les Membres déclarent qu'en vue d'élever le niveau de vie des populations ils s'efforceront de maintenir des normes de travail équitables dans toutes les activités oléicoles ou dérivées de l'oléiculture.

Article 7

Les Membres s'engagent à rendre disponibles et à fournir au Conseil toutes les statistiques, les informations et la

documentation nécessaires pour lui permettre de remplir les fonctions qui lui sont dévolues par le présent Accord et, notamment, toutes les indications dont il a besoin pour établir le bilan oléicole et connaître la politique nationale oléicole des Membres.

Chapitre V. — Mesures techniques

Article 8

1. En vue de la réalisation des objectifs généraux fixés à l'article premier et relatifs aux améliorations techniques oléicoles, le Conseil est chargé de favoriser et de promouvoir les actions et programmes s'y rapportant.

2. Il est notamment chargé :

- a) de rassembler les informations techniques et de les diffuser à tous les Membres;
- b) de promouvoir les actions de coordination des activités d'améliorations techniques entre les différents Membres, ainsi que celles qui entrent dans le cadre des programmations interrégionales ou régionales;
- c) d'aider à la programmation nationale en matière d'améliorations techniques oléicoles, ainsi qu'en matière de recherche, d'application de la recherche, de vulgarisation des connaissances acquises, d'expérimentation ou de démonstration, plus particulièrement dans les pays oléicoles en développement;
- d) d'effectuer les études indispensables sur la rentabilité économique qui peut être escomptée de l'application de la recherche;
- e) de favoriser des actions appropriées tendant à la formation de cadres ou de personnel spécialisé;
- f) d'organiser ou de favoriser les rencontres internationales;
- g) de favoriser le transfert de technologie des pays les plus avancés dans les techniques oléicoles aux pays oléicoles en développement;
- h) de susciter la collaboration bilatérale ou multilatérale qui puisse aider le Conseil à atteindre les objectifs du présent Accord.

Article 9

1. Le Conseil, à l'appui des mesures d'amélioration des techniques oléicoles, inclura dans son budget d'administration un chapitre spécial d'un montant annuel maximal de 100 000 dollars des Etats-Unis, étant entendu que les sommes non utilisées au titre de ce chapitre spécial au cours d'un exercice financier pourront être reportées sur les exercices financiers suivants et ne pourront, en aucun cas, donner lieu à un virement au profit d'autres chapitres du budget d'administration.

2. De même, le Conseil s'attachera, dans le cadre du développement de la coopération internationale, à s'assurer les concours financiers et/ou techniques indispensables susceptibles d'être obtenus des organismes internationaux, régionaux ou nationaux qualifiés, financiers ou autres.

3. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article seront appliquées, le cas échéant, avec les concours financiers internationaux apportés aux actions ou aux projets d'amélioration des techniques oléicoles soumis au Conseil.

Chapitre VI. — Dénominations et définitions des huiles d'olive et des huiles de grignons d'olive. Indications de provenance et appellations d'origine.

Article 10

1. La dénomination "huile d'olive" est réservée à l'huile provenant uniquement de l'olive, à l'exclusion des huiles obtenues par solvant ou par procédés de réestérification, et de tout mélange avec des huiles d'autre nature.

2. Les Membres s'engagent à supprimer, tant pour le commerce intérieur que pour le commerce international, dans le plus bref délai et au plus tard avant l'expiration du présent Accord, tout emploi de la dénomination "huile d'olive", seule ou combinée avec d'autres mots, qui ne soit pas en conformité du présent article.

3. La dénomination "huile d'olive" employée seule ne peut en aucun cas s'appliquer aux huiles de grignons d'olive.

Article 11

1. Les dénominations des huiles d'olive et des huiles de grignons d'olive des différentes qualités sont données ci-après, avec la définition correspondante pour chaque dénomination :

A. — *Huile d'olive vierge* : huile obtenue à partir du fruit de l'olivier uniquement par des procédés mécaniques ou d'autres procédés physiques dans des conditions, thermiques notamment, qui n'entraînent pas d'altération de l'huile, et n'ayant subi aucun traitement autre que le lavage, la décantation, la centrifugation et la filtration, à l'exclusion des huiles obtenues par solvant ou par procédés de réestérification, et de tout mélange avec des huiles d'autre nature. Elle fait l'objet du classement et des dénominations ci-après :

- a) *Huile d'olive vierge*¹ propre à la consommation en l'état :
- i) *Huile d'olive vierge extra* : huile d'olive de goût parfaitement irréprochable, dont l'acidité exprimée en acide oléique est au maximum de 1 gramme pour 100 grammes;
- ii) *Huile d'olive vierge fine* : huile d'olive vierge remplissant les conditions de l'huile d'olive vierge extra, sauf en ce qui concerne l'acidité exprimée en acide oléique, qui doit être au maximum de 1,5 gramme pour 100 grammes;
- iii) *Huile d'olive vierge semi-fine* (ou encore *Huile d'olive vierge courante*) : huile d'olive vierge de bon goût, dont l'acidité exprimée en acide oléique doit être au maximum de 3 grammes pour 100 grammes, avec une marge de tolérance de 10 p. 100 de l'acidité exprimée.

b) *Huile d'olive vierge* non propre à la consommation en l'état :

Huile d'olive vierge lampante : huile d'olive de goût defectueux ou dont l'acidité exprimée en acide oléique est supérieure à 3,3 grammes pour 100 grammes.

¹ Il est loisible d'utiliser le qualificatif "naturelle" pour toutes les huiles d'olive vierges propres à la consommation en l'état.

B. — Huile d'olive raffinée : huile d'olive obtenue par le raffinage d'huiles d'olive vierges.

C. — Huile d'olive ou encore *Huile d'olive pure* : huile constituée par un coupage d'huile d'olive vierge et d'huile d'olive raffinée.

D. — Huile de grignons d'olive : huile brute obtenue par traitement au solvant des grignons d'olive et destinée au raffinage ultérieur pour la consommation humaine ou à des usages techniques. Elle fait l'objet du classement et des dénominations ci-après :

a) *Huile de grignons d'olive raffinée* : huile destinée à des usages alimentaires, obtenue par le raffinage d'huile brute de grignons d'olive. (Note : le mélange d'huile de grignons d'olive raffinée et d'huile d'olive vierge — d'habitude destiné à la consommation intérieure de certains pays producteurs — est dénommé "huile de grignons raffinée et d'olive". Ce mélange ne pourra, en aucun cas, être dénommé simplement "huile d'olive" et les emballages devront porter obligatoirement la mention "huile de grignons raffinée et d'olive".)

b) *Huile de grignons d'olive à usages techniques* : toutes autres huiles brutes de grignons d'olive.

Le Conseil est chargé de mener et de présenter, avant la fin de la deuxième année suivant l'entrée en vigueur du présent Accord, une étude approfondie du marché des huiles de grignons d'olive, notamment en ce qui concerne les répercussions de la commercialisation de ces produits sur l'ensemble de l'économie oléicole.

2. Chacune des dénominations précitées des huiles d'olive et des huiles de grignons d'olive des différentes qualités doivent répondre aux critères de qualité fixés conformément aux recommandations intervenant en vertu du paragraphe 2 de l'article 28 en matière de normes relatives aux caractéristiques physiques et chimiques de l'huile d'olive et de l'huile de grignons d'olive.

3. Les dénominations fixées au paragraphe 1 du présent article sont obligatoires dans le commerce international et doivent être employées pour chaque qualité d'huile d'olive et d'huile de grignons d'olive et figurer en caractères très lisibles sur tous les emballages.

4. Le Conseil déterminera en matière de critères de qualité, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 2 de l'article 28, des normes unifiées applicables aux échanges dans le commerce international. Jusqu'à ce que cette détermination intervienne, il est fait référence aux normes habituellement utilisées dans lesdits échanges, notamment les normes recommandées par le Conseil dans le cadre de ses activités.

Article 12

1. Les Membres s'engagent à prendre, dans le plus bref délai et, au plus tard, avant l'expiration du présent Accord, toutes les mesures qui, dans la forme requise par leur législation respective, assurent l'application des principes et dispositions énoncés aux articles 11 et 13 et s'efforceront de les étendre à leur commerce intérieur.

2. Ils s'engagent notamment à prohiber et à réprimer l'emploi sur leur territoire, pour le commerce international, d'indications de provenance, d'appellations d'origine et de

dénominations des huiles d'olive et des huiles de grignons d'olive contraaires à ces principes. Cet engagement vise toutes mentions apposées sur les emballages, les factures, les lettres de voiture et les papiers de commerce, ou employées dans la publicité, les marques de fabrique, les noms enregistrés et les illustrations se rapportant à la commercialisation internationale des huiles d'olive et des huiles de grignons d'olive, pour autant que ces mentions pourraient constituer de fausses indications ou prêter à confusion sur l'origine, la provenance ou la qualité des huiles d'olive et des huiles de grignons d'olive.

Article 13

1. Les indications de provenance, lorsqu'elles sont données, ne peuvent s'appliquer qu'à des huiles d'olive vierges produites et originaires exclusivement du pays, de la région ou de la localité mentionnés. Les appellations d'origine, lorsqu'elles sont données, ne peuvent s'appliquer qu'aux seules huiles d'olive vierges extra produites et originaires exclusivement du pays, de la région ou de la localité mentionnés. Les indications de provenance et les appellations d'origine ne peuvent, en outre, être utilisées que conformément aux conditions prévues par le droit du pays d'origine.

2. Les coupages d'huile d'olive vierge et d'huile d'olive raffinée peuvent constituer des types dont les caractéristiques peuvent être déterminées de gré à gré entre les acheteurs et les vendeurs. Quelle que soit leur origine, ils ne peuvent porter que l'indication de provenance du pays exportateur. Cependant, lorsque les huiles ont été conditionnées et exportées du pays qui fournit les huiles d'olive vierges extra entrant dans le coupage, elles peuvent être identifiées par l'appellation d'origine de l'huile d'olive vierge entrant dans la composition dudit coupage. Lorsqu'il est fait état de la dénomination générique "Riviera", notoirement connue dans le commerce international de l'huile d'olive pour des coupages d'huile d'olive vierge extra et d'huile d'olive raffinée, cette dénomination doit obligatoirement être précédée du mot "type". Le mot "type" doit figurer sur tous les emballages en caractères typographiques de même dimension et de même présentation que le mot "Riviera".

Article 14

1. Les contestations au sujet des indications de provenance et des appellations d'origine suscitées par l'interprétation des clauses du présent chapitre ou par les difficultés d'application qui n'auraient pas été résolues par voie de négociations directes sont examinées par le Conseil.

2. Le Conseil procède à un essai de conciliation, après avis de la commission consultative prévue au paragraphe 1 de l'article 40 et après consultation de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, de la Fédération internationale d'oléiculture, d'une organisation professionnelle qualifiée d'un Membre principalement importateur et, si besoin est, de la Chambre de commerce internationale et des institutions internationales spécialisées en matière de chimie analytique; en cas d'insuccès, et après que tous les moyens ont été mis en œuvre pour arriver à un accord, les Membres intéressés ont le droit de recourir, en dernière instance, à la Cour internationale de Justice.

**Chapitre VII. — Propagande mondiale
en faveur de la consommation d'huile d'olive**

PROGRAMMES DE PROPAGANDE

Article 15

1. Les Membres contribuant au Fonds de propagande visé au paragraphe 3 du présent article s'engagent à entreprendre en commun une action générale de propagande en faveur de l'huile d'olive, en vue de maintenir et d'augmenter la consommation de cette denrée dans le monde, en se fondant sur l'utilisation de la dénomination "huile d'olive" telle qu'elle est définie à l'article 10.

2. Ladite action est entreprise sous une forme éducative et publicitaire et porte sur les caractéristiques organoleptiques et chimiques et, au besoin, sur les propriétés nutritives, thérapeutiques et autres de l'huile d'olive, à l'exclusion de toute indication de qualité, d'origine et de provenance.

3. Les ressources du Fonds de propagande sont utilisées compte tenu des critères suivants :

- a) importance de la consommation en vue du maintien et, si possible, du développement des débouchés actuellement existants;
- b) création de nouveaux débouchés pour l'huile d'olive;
- c) rentabilité des investissements publicitaires.

Article 16

Les programmes généraux et partiels de propagande à entreprendre en vertu de l'article 15 sont arrêtés par le Conseil en fonction des ressources qui sont mises à sa disposition à cet effet et des considérations et avis suivants :

- a) une orientation prioritaire est donnée aux actions dans les pays principalement consommateurs et dans les pays où la consommation d'huile d'olive est susceptible d'augmenter;
- b) consultation des organismes et institutions appropriés.

Article 17

Le Conseil est chargé d'administrer les ressources affectées à la propagande commune. Il établit chaque année, en annexe à son propre budget, un état prévisionnel des recettes et des dépenses destinées à cette propagande.

FONDS DE PROPAGANDE

Article 18

1. Les Membres principalement producteurs s'engagent à mettre à la disposition du Conseil, pour chaque année civile, en vue de la propagande commune, une somme équivalant à 300 000 dollars des États-Unis et payable en cette monnaie. Toutefois, le Conseil peut décider dans quelle proportion chaque Membre est admis à verser sa contribution dans d'autres monnaies librement convertibles. Le montant de 300 000 dollars précité peut être augmenté par le Conseil, sans toutefois dépasser 500 000 dollars, à condition, d'une part, que la contribution d'aucun Membre n'augmente sans son consentement et, d'autre part, que

toute modification des coefficients dont il est question au paragraphe 3 du présent article pouvant intervenir à cette occasion exige une décision unanime des Membres principalement producteurs. Le montant de 300 000 dollars précité peut être réduit si la production totale des Membres représente moins de 80 p. 100 de la production mondiale de l'huile d'olive au cours de la période de référence visée aux alinéas c et d du paragraphe 1 de l'article 3. Dans ce cas, le montant de 300 000 dollars est ramené à un montant proportionnel à la fraction que la somme des productions des Membres principalement producteurs représente dans la production mondiale.

2. Par entente spéciale avec le Conseil, les Membres principalement importateurs peuvent verser des contributions au Fonds de propagande. Ces contributions s'ajoutent au montant du Fonds de propagande tel qu'il est déterminé en application du paragraphe 1 du présent article.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4 du présent article, les Membres principalement producteurs contribuent au Fonds de propagande proportionnellement à leur importance dans l'économie oléicole mondiale selon un coefficient déterminé pour chacun d'eux en fonction de la production moyenne et des exportations ou importations nettes moyennes d'huile d'olive de chacun des Membres durant les campagnes oléicoles et les années civiles visées aux alinéas c et d du paragraphe 1 de l'article 3 dans la proportion de 20 p. 100 pour la production et de 80 p. 100 pour les exportations ou importations nettes.

4. Pour la Communauté, les exportations ou importations nettes d'huile d'olive durant les années civiles visées aux alinéas c et d du paragraphe 1 de l'article 3 sont déterminées déduction faite des échanges intracommunautaires.

5. Les contributions au Fonds de propagande sont dues pour l'année civile entière. La contribution annuelle de chaque Membre principalement producteur est exigible, la première fois, dès qu'il devient Membre à titre provisoire ou définitif et, ensuite, le premier janvier de chaque année.

6. Pour le recouvrement des contributions au Fonds de propagande et en cas de retard dans le versement de ces contributions, les dispositions du paragraphe 5 de l'article 38 sont applicables.

7. À l'expiration du présent Accord, et sauf prorogation, reconduction ou renouvellement de celui-ci, les fonds éventuellement inutilisés pour la propagande seront reversés aux Membres au prorata du total de leurs contributions à la propagande pendant la durée de l'Accord International de 1956 sur l'huile d'olive, de l'Accord international de 1963 sur l'huile d'olive, et du présent Accord.

- 8. a) Pour toutes les décisions relatives à la propagande, chaque Membre principalement producteur dispose d'un nombre de voix proportionnel à sa contribution au Fonds de propagande au titre du présent article. Chaque fraction de voix résultant de l'application du coefficient déterminé conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent article est comptée pour une voix.
- b) Lorsqu'un Membre passe, en application du paragraphe 2 du présent article, une entente spéciale avec le Conseil pour le versement d'une contri-

bution au Fonds de propagande, il acquiert un nombre de voix proportionnel à sa contribution, à condition que cette entente concerne la période restant à courir jusqu'à l'expiration du présent Accord.

- c) Les décisions relatives à la propagande sont prises à la majorité des quatre cinquièmes des suffrages qui sont exprimés par les Membres contribuant au Fonds de propagande et qui comprennent les voix de la majorité de ces Membres ayant droit de vote.

Article 19

L'exécution technique des programmes de propagande peut être confiée par le Conseil à des organismes spécialisés de son choix, représentatifs des activités oléicoles, entre autres à la Fédération internationale d'oléiculture.

Article 20

Le Conseil est habilité à recevoir des dons des Gouvernements ou d'autres origines pour la propagande commune. Ces ressources occasionnelles s'ajoutent au montant du Fonds de propagande tel qu'il est déterminé en vertu de l'article 18.

Chapitre VIII. — Mesures économiques

Article 21

1. Dans le cadre des objectifs généraux définis à l'article premier, en vue de contribuer à la normalisation du marché de l'huile d'olive et de remédier à tout déséquilibre entre l'offre et la demande internationales provenant de l'irrégularité des récoltes ou d'autres causes, le Conseil procède, au début de chaque campagne oléicole, à un examen détaillé des bilans oléicoles et à une estimation globale des ressources et des besoins en huile d'olive, à partir des informations fournies par chaque Membre conformément à l'article 7, de celles qui peuvent lui être communiquées par les Gouvernements d'Etats non parties au présent Accord mais intéressés au commerce international de l'huile d'olive et de toute autre documentation statistique pertinente dont il pourrait disposer.

2. Chaque année, le 31 mai au plus tard, le Conseil, en tenant compte de toutes les informations dont il dispose à cette date, procède à un nouvel examen de la situation du marché et à une nouvelle estimation globale des ressources et des besoins en huile d'olive, et il peut proposer aux Membres les mesures qu'il juge opportunes.

3. Il est constitué un Comité économique qui se réunit régulièrement pour échanger des points de vue sur la situation mondiale du marché de l'huile d'olive afin de chercher des solutions aux difficultés qui pourraient perturber le commerce international de l'huile d'olive.

Article 22

1. Le Conseil est chargé de mener des études en vue de présenter aux Membres des recommandations destinées à assurer l'équilibre entre la production et la consommation et, plus généralement, la normalisation à long terme du marché oléicole par l'application de mesures appropriées, parmi lesquelles celles qui tendent à favoriser l'écoulement

de l'huile d'olive à des prix compétitifs au stade de la consommation, afin de rapprocher les prix de l'huile d'olive de ceux des autres huiles végétales comestibles, notamment par l'octroi d'aides.

2. En vue d'une telle normalisation, le Conseil est également chargé d'apporter les solutions opportunes aux problèmes qui peuvent se poser au regard de l'évolution du marché international de l'huile d'olive selon des modalités appropriées, compte tenu des déséquilibres du marché provenant des fluctuations de la production ou d'autres causes.

Article 23

Au moment où le fonds commun envisagé par la résolution 93 (IV) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et dont les éléments fondamentaux ont été dégagés par la résolution 1 (III) adoptée le 19 mars 1979 par la Conférence de négociation des Nations Unies sur un fonds commun sera à même de fonctionner dans le cadre du programme intégré pour les produits de base, le Conseil examinera, à la lumière de ces résolutions, les mesures qu'il pourrait prendre pour utiliser pleinement les possibilités financières offertes par ledit fonds et il pourra faire à ce sujet les recommandations appropriées.

Chapitre IX. — Autres produits de l'olivier

Article 24

1. Dans le cadre des objectifs généraux définis à l'article premier, le Conseil demande une collaboration étroite de tous ses Membres dans la communication des informations statistiques nécessaires en ce qui concerne les olives de table et les autres produits de l'olivier.

2. Le Conseil procède, au début de chaque campagne oléicole, à un examen détaillé des bilans quantitatifs et qualitatifs des olives de table à partir des informations ci-dessus, de celles qui peuvent lui être communiquées par les Gouvernements d'Etats non parties au présent Accord intéressés au commerce international des olives de table et de toute autre documentation statistique dont il pourrait disposer en la matière.

3. Chaque année, le 31 mai au plus tard, le Conseil, en tenant compte de toutes les informations dont il dispose à cette date, procède à un nouvel examen de la situation du marché et à une estimation globale des ressources et des besoins en olives de table, et il peut proposer aux Membres les mesures qu'il juge opportunes.

Article 25

Le Conseil poursuivra les études appropriées concernant :

- a) l'adoption et l'application d'un contrat type international pour les transactions sur les olives de table;
- b) les dispositions en matière de conciliation et d'arbitrage international pour les litiges éventuels en matière de transactions internationales sur les olives de table;
- c) l'adoption de normes qualitatives unifiées applicables aux olives de table;

d) la valeur biologique des olives de table mettant en relief leurs qualités et propriétés intrinsèques.

Article 26

1. Le Conseil est chargé de promouvoir les études de marché jugées appropriées pour encourager le développement de la consommation des olives de table. Il les soumettra aux Membres aux fins qu'ils estimeront opportunes.

2. A cet égard, le Conseil s'attachera à faciliter à tous les Membres, ou à ceux d'entre eux qui pourraient en avoir besoin, les concours sous diverses formes, y compris sur le plan financier, qui peuvent être consentis par les organismes internationaux ou autres qualifiés.

Chapitre X. — Administration

CONSEIL OLÉICOLE INTERNATIONAL

Article 27

Le Conseil oléicole international est chargé d'administrer le présent Accord.

FONCTIONS DU CONSEIL

Article 28

1. Dans le cadre des fonctions d'administration qui lui incombent aux termes du présent Accord, le Conseil :

a) exerce tous les pouvoirs et doit s'acquitter, ou veiller à l'accomplissement, de toutes les fonctions qui sont nécessaires à l'exécution des dispositions expresses du présent Accord, ainsi que, plus généralement, pour l'administration de l'Accord;

b) est chargé de promouvoir toute action tendant à un développement harmonieux de l'économie oléicole mondiale par tous les moyens et encouragements en son pouvoir dans les domaines de la production, de la consommation et des échanges internationaux, compte tenu de leurs interrelations.

2. Le Conseil examine les moyens d'assurer le développement des échanges internationaux et une augmentation de la consommation d'huile d'olive. Il est notamment chargé de faire aux Membres toutes recommandations appropriées concernant :

a) l'adoption et l'application d'un contrat type international pour les transactions sur les huiles d'olive et les huiles de grignons d'olive;

b) la constitution et le fonctionnement d'un bureau de conciliation et d'arbitrage international pour les litiges éventuels en matière de transactions sur les huiles d'olive et les huiles de grignons d'olive;

c) l'unification des normes relatives aux caractéristiques physiques et chimiques de l'huile d'olive et de l'huile de grignons d'olive;

d) l'unification des méthodes d'analyse.

3. Le Conseil prend toutes dispositions adéquates tendant à la rédaction d'un code des usages loyaux et constants

du commerce international de l'huile d'olive et de l'huile de grignons d'olive, notamment en matière de marges de tolérance.

4. Le Conseil prend toutes mesures qu'il juge utiles pour la répression de la concurrence déloyale sur le plan international, y compris de la part d'Etats qui ne sont pas parties au présent Accord ou de ressortissants de ces Etats.

5. Le Conseil peut également entreprendre des études sur les actions auxquelles il est fait référence à l'alinéa b du paragraphe 1 du présent article. Il est, en outre, autorisé à entreprendre ou à faire entreprendre d'autres travaux, notamment la recherche de renseignements détaillés se rapportant à une aide spéciale, sous différentes formes, aux activités oléicoles, afin de pouvoir formuler toutes recommandations et suggestions qu'il estime appropriées pour atteindre les objectifs généraux énumérés à l'article premier. Toutes ces études et tous ces travaux doivent notamment se rapporter au plus grand nombre possible de pays ou groupes de pays et tenir compte des conditions générales, sociales et économiques, des pays intéressés.

6. Le Conseil établit les procédures selon lesquelles les Membres l'informent des conclusions auxquelles l'examen des recommandations et des suggestions mentionnées au présent article ou découlant de l'exécution du présent Accord les a conduits.

Article 29

1. Le Conseil établit un règlement intérieur conforme aux dispositions du présent Accord. Il tient à jour la documentation qui lui est nécessaire pour remplir les fonctions qui lui sont dévolues par le présent Accord, ainsi que toute autre documentation qu'il juge souhaitable. En cas de conflit entre le règlement intérieur ainsi adopté et les dispositions du présent Accord, l'Accord prévaut.

2. Le Conseil établit, prépare et publie tous rapports, études, graphiques, analyses et autres documents qu'il peut juger utiles et nécessaires.

3. Le Conseil publie, au moins une fois par an, un rapport sur ses activités et sur le fonctionnement du présent Accord.

4. Le Conseil peut nommer les comités spéciaux qu'il juge utiles en vue de l'assister dans l'exercice des fonctions que le présent Accord lui confère.

5. Le Conseil exerce toutes autres fonctions nécessaires à l'exécution des dispositions du présent Accord.

COMPOSITION DU CONSEIL

Article 30

1. Chaque Membre a le droit de vote. Il a le droit de se faire représenter au Conseil par un délégué et il peut désigner des suppléants. Le délégué et les suppléants peuvent être accompagnés aux réunions du Conseil par autant de conseillers que chaque Membre l'estime nécessaire.

2. Le Conseil élit, parmi les délégations des Membres, un président qui n'a pas le droit de vote et qui demeure en fonctions pendant une campagne oléicole. Dans le cas où le Président est un délégué votant, son droit de vote est exercé

par un autre membre de sa délégation. Le Président n'est pas rétribué.

3. Le Conseil élit également, parmi les délégations des Membres, un vice-président. Si le Vice-Président est un délégué votant, il exerce son droit de vote sauf lorsqu'il assume les fonctions de président, auquel cas il délègue ce droit à un autre membre de sa délégation. Le Vice-Président demeure en fonctions pendant une campagne oléicole et n'est pas rétribué.

RÉUNIONS DU CONSEIL

Article 31

1. Le Conseil a son siège à Madrid, à moins qu'il n'en décide autrement. Il y tient ses sessions, à moins qu'il ne décide, à titre exceptionnel, de tenir une session particulière en un autre lieu. Si un Membre invite le Conseil à se réunir ailleurs qu'au siège et si une décision conforme à cette invitation intervient, ce Membre prend à sa charge les frais supplémentaires qui en résultent pour le budget du Conseil.

2. Le Conseil se réunit au moins deux fois par an, compte tenu notamment des dispositions de l'article 21.

3. Le Conseil peut être convoqué à tout moment à la discrétion de son Président. Celui-ci convoque également le Conseil si la demande en est faite :

a) par cinq Membres;

b) par un ou plusieurs Membres détenant au moins 10 p. 100 du total des voix.

4. Les convocations aux sessions visées au paragraphe 2 du présent article doivent être adressées au moins trente jours avant la date de la première séance de chacune d'elles. Les convocations aux sessions visées au paragraphe 3 du présent article doivent être adressées au moins quinze jours avant la date de la première séance de chacune d'elles.

Article 32

1. Le quorum exigé pour toute réunion du Conseil est constitué par la présence des représentants de la majorité des Membres détenant au moins deux tiers du total des voix.

2. Si ce quorum n'est pas atteint, la réunion est retardée de 24 heures, et le quorum exigé est constitué par la présence des représentants de la majorité des Membres détenant au moins 50 p. 100 du total des voix.

Article 33

Le Conseil peut prendre des décisions, sans tenir de réunion, par un échange de correspondance entre le Président et les Membres, sous réserve qu'aucun Membre ne fasse objection à cette procédure. Toute décision ainsi prise est communiquée le plus rapidement possible à tous les Membres et elle est consignée au procès-verbal de la réunion suivante du Conseil.

Article 34

1. Le nombre de voix attribué à chaque Membre est déterminé pour la durée du présent Accord selon la formule $n = p + i + 5$, sans que ce nombre puisse dépasser 450. Dans cette formule :

n représente le nombre de voix attribué au Membre;

p représente, en milliers de tonnes métriques, la moyenne annuelle de production d'huile d'olive durant les campagnes oléicoles 1972/73-1977/78, la fraction de millier de tonnes métriques supérieure au nombre entier obtenu n'étant pas comptée;

i représente, en milliers de tonnes métriques, la moyenne annuelle des importations nettes d'huile d'olive durant les années civiles 1973 à 1978, la fraction de millier de tonnes métriques supérieure au nombre entier n'étant pas comptée;

5 représente le nombre de voix de base attribué à chaque Membre dans chacun des groupes de Membres.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, la Communauté étant, conformément au paragraphe 3 de l'article 3, considérée à la fois comme Membre principalement producteur et comme Membre principalement importateur, le nombre de voix qui lui est attribué dans chacun des deux groupes de Membres est déterminé :

d'une part, comme Membre principalement producteur, selon la formule $n = p + 5$;

d'autre part, comme Membre principalement importateur, selon la formule $n = i + 5$, i étant calculé déduction faite des échanges intracommunautaires;

sans que le nombre de voix attribué à la Communauté puisse dépasser 450 dans l'un ou l'autre groupe de Membres.

DÉCISIONS DU CONSEIL

Article 35

1. Sauf disposition contraire du présent Accord et sous réserve des dispositions pouvant intervenir conformément au paragraphe 5 de l'article 47, les décisions du Conseil sont prises à la majorité des quatre cinquièmes des suffrages exprimés comprenant les voix de la majorité des Membres qui ont le droit de vote. Les voix des Membres qui s'abstiennent ne sont pas comptées.

2. Tout Membre peut autoriser le délégué votant d'un autre Membre à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à une ou plusieurs réunions du Conseil. Une attestation de cette autorisation doit être communiquée au Conseil et être jugée satisfaisante par celui-ci.

3. Le délégué votant d'un Membre ne peut, outre les pouvoirs et le droit de vote qu'il détient, représenter les intérêts et exercer le droit de vote que d'un seul autre Membre.

SECRÉTARIAT

Article 36

1. Le Conseil est pourvu d'un secrétariat composé d'un directeur et du personnel nécessaire à l'exécution des travaux du Conseil et de ses comités. Le Conseil désigne le Directeur et en fixe les attributions. Les membres du

personnel sont nommés conformément à des règles que le Conseil établit en tenant compte de celles qui sont applicables au personnel d'organismes intergouvernementaux semblables; il leur est interdit d'exercer des fonctions en dehors de l'organisation ou d'accepter d'autres emplois.

2. Il est fixé comme condition à l'emploi du Directeur et du personnel du secrétariat qu'ils ne possèdent aucun intérêt commercial ou financier, direct ou indirect, dans l'une quelconque des diverses branches des activités oléicoles ou qu'ils renoncent à ces intérêts.

3. Les fonctions du Directeur et des membres du secrétariat ont un caractère exclusivement international. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne doivent solliciter, ni accepter d'instructions d'aucun Gouvernement, ni d'aucune autorité extérieure à l'organisation. Ils doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leur statut de fonctionnaires internationaux.

4. Les Membres doivent respecter le caractère international des fonctions des membres du secrétariat et ne doivent pas chercher à les influencer dans l'accomplissement de leurs devoirs.

Chapitre XI. — Privilèges et immunités

Article 37

1. Sur le territoire de chaque Membre, et pour autant que la législation de ce Membre le permet, le Conseil jouit de la capacité juridique nécessaire à l'exercice des fonctions que le présent Accord lui confère.

2. Pour autant que sa législation le permet, le Gouvernement de l'Etat où se trouve le siège du Conseil exempté d'impôts les fonds du Conseil et les traitements versés par le Conseil à son personnel.

3. Le Conseil, le Directeur et le personnel du secrétariat bénéficient des privilèges, immunités et facilités prévus par l'Accord relatif au siège du Conseil conclu entre le Conseil et le Gouvernement de l'Etat où se trouve ledit siège.

4. Le Conseil peut conclure avec un ou plusieurs Membres des accords devant être approuvés par ledit Conseil et relatifs aux privilèges et immunités qui peuvent être nécessaires à la bonne application du présent Accord.

Chapitre XII. — Dispositions financières

Article 38

1. Les dépenses des délégations au Conseil, à l'exclusion de celles du Président qui sont supportées par le Conseil, sont à la charge des Membres intéressés. La cotisation au budget administratif de chaque Membre, pour chaque année civile, est proportionnelle au nombre de voix dont il dispose lorsque le budget pour cette année civile est adopté.

2. Au cours de sa première session, le Conseil votera un budget administratif pour la première année civile et déterminera le montant de la cotisation à verser par chaque Membre. Par la suite, chaque année, au cours de la session d'automne, le Conseil vote son budget administratif pour l'année civile suivante et détermine le montant de la

cotisation à verser par chaque Membre pour ladite année civile.

3. La cotisation initiale de tout Membre qui devient Partie au présent Accord après son entrée en vigueur est fixée par le Conseil en fonction du nombre de voix attribué à ce Membre et de la fraction de l'année restant à courir. Cependant, les cotisations fixées pour les autres Membres pour l'année civile en cours ne sont pas modifiées.

4. Les cotisations prévues au présent article sont exigibles dès leur adoption par le Conseil pour l'année civile pour laquelle elles ont été fixées. Elles sont déterminées en dollars des Etats-Unis et payables en cette monnaie ou en leur équivalent dans une autre monnaie librement convertible.

5. Si un Membre ne verse pas intégralement sa cotisation au budget administratif dans un délai de six mois à compter du début de l'exercice financier, le Directeur l'invite à en effectuer le paiement le plus tôt possible. Si le Membre dont il s'agit ne règle pas sa cotisation dans les trois mois qui suivent le délai précité, l'exercice de son droit de vote aux sessions du Conseil et aux réunions des comités, ainsi que l'accès aux fonctions électives au sein du Conseil et de ses comités, sont suspendus jusqu'au versement intégral de la cotisation. Toutefois, à moins d'un vote du Conseil, il n'est privé d'aucun de ses autres droits, ni relevé d'aucune de ses obligations résultant du présent Accord. Aucun vote ne peut le décharger de ses obligations financières découlant de l'Accord.

6. Tout Membre dont la participation au présent Accord cesse à cause de son retrait, de son exclusion ou de toute autre raison pendant la durée de l'Accord est tenu de s'acquitter des versements qu'il devait effectuer au Conseil et de respecter tous les engagements qu'il aurait contractés antérieurement à la date à laquelle la cessation de sa participation au présent Accord prend effet. Ce Membre ne peut prétendre à aucune part du produit de la liquidation des actifs du Conseil à l'expiration de l'Accord.

7. Après la session de printemps, le Conseil publie un état certifié de ses recettes et de ses dépenses au cours de l'année civile précédente.

8. En cas de dissolution, et avant celle-ci, le Conseil prend les mesures nécessaires au règlement de son passif, au dépôt de ses archives et à l'affectation du solde créditeur existant à la date d'expiration du présent Accord.

Chapitre XIII. — Coopération avec d'autres organisations et admission d'observateurs

Article 39

1. Le Conseil prend toutes dispositions appropriées pour procéder à des consultations ou coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et ses organes, en particulier la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et avec les autres institutions spécialisées des Nations Unies et organisations intergouvernementales en tant que de besoin. Il peut aussi prendre toutes dispositions qu'il estime convenables en ce qui concerne sa coopération avec les organisations et institutions gouvernementales et non gouvernementales. Il peut également inviter toute organisation

visée au présent article à assister à l'une quelconque de ses réunions, en qualité d'observateur.

2. Le Conseil, eu égard au rôle particulier dévolu à la CNUCED dans le commerce international des produits de base, la tient, selon qu'il convient, au courant de ses activités et de ses programmes de travail. Il en est de même en ce qui concerne la FAO.

3. Le Conseil peut également inviter tout membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, non partie au présent Accord, à assister en qualité d'observateur à l'une quelconque de ses réunions.

Chapitre XIV. — Différends et réclamations

Article 40

1. Tout différend, autre que les contestations visées à l'article 14, relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord, qui n'est pas réglé par voie de négociations, est, à la demande d'un Membre partie au différend, déféré au Conseil pour décision, après avis, le cas échéant, d'une commission consultative dont la composition sera fixée par le règlement intérieur dudit Conseil.

2. L'avis motivé de la commission consultative est soumis au Conseil, qui tranche en tout cas le différend après avoir pris en considération tous les éléments d'information utiles.

3. Une plainte selon laquelle un Membre n'aurait pas rempli les obligations imposées par le présent Accord est, sur la demande du Membre auteur de la plainte, déférée au Conseil, qui prend une décision en la matière après consultation des Membres intéressés et après avis, le cas échéant, de la commission consultative visée au paragraphe 1 du présent article.

4. Un Membre peut, par un vote du Conseil, être reconnu coupable de manquement au présent Accord.

5. Si le Conseil constate qu'un Membre s'est rendu coupable d'un manquement au présent Accord, il peut appliquer à ce Membre des sanctions qui peuvent aller d'un simple avertissement à la suspension du droit de vote du Membre en question, jusqu'à ce que celui-ci se soit acquitté de ses obligations, ou bien exclure ce Membre de l'Accord.

Chapitre XV. — Dispositions finales

PARTICIPATION À L'ACCORD

Article 41

1. Le Gouvernement de tout Etat invité à la Conférence des Nations Unies sur l'huile d'olive, 1979, peut devenir Partie au présent Accord, conformément à sa procédure constitutionnelle ou institutionnelle :

- a) en le signant; ou
- b) en le ratifiant, en l'acceptant ou en l'approuvant après l'avoir signé sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou
- c) en y adhérant.

2. En signant le présent Accord, chaque Gouvernement signataire déclare si, conformément à sa procédure constitutionnelle ou institutionnelle, sa signature est ou non sujette à ratification, à acceptation ou à approbation.

SIGNATURE

Article 42

Le présent Accord sera ouvert à la signature à Madrid, auprès du Gouvernement de l'Espagne, ci-après dénommé "le dépositaire", du 1er juillet au 16 novembre 1979 inclus.

RATIFICATION, ACCEPTATION OU APPROBATION

Article 43

1. Si la ratification, l'acceptation ou l'approbation est requise, l'instrument correspondant devra être déposé auprès du dépositaire au plus tard le 31 décembre 1979, étant entendu que le Conseil pourra accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout Gouvernement signataire qui n'aura pas déposé ledit instrument à cette date.

2. La ratification, l'acceptation ou l'approbation prend effet à partir de la date du dépôt dudit instrument ou de la date d'entrée en vigueur du présent Accord, si celle-ci est postérieure à l'autre.

ADHÉSION

Article 44

1. Le Gouvernement de tout Etat non signataire peut adhérer au présent Accord.

2. L'adhésion s'effectue par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du dépositaire et prend effet à partir de la date du dépôt dudit instrument ou de la date d'entrée en vigueur du présent Accord, si celle-ci est postérieure à l'autre.

3. Tout Gouvernement non signataire admis à adhérer au présent Accord en vertu du paragraphe 1 du présent article peut notifier au dépositaire qu'il s'engage à satisfaire dans les délais les plus brefs à la procédure constitutionnelle ou institutionnelle requise pour son adhésion au présent Accord.

NOTIFICATION D'APPLICATION À TITRE PROVISOIRE

Article 45

1. Tout Gouvernement signataire dont la signature est soumise à ratification, acceptation ou approbation ou tout Gouvernement non signataire ayant fait la notification prévue au paragraphe 3 de l'article 44 peut, à tout moment, notifier au dépositaire qu'il appliquera le présent Accord à titre provisoire soit quand celui-ci entrera en vigueur conformément à l'article 46, soit, s'il est déjà en vigueur, à une date spécifiée dans la notification. A défaut de date spécifiée dans la notification d'application à titre provisoire,

cette notification prend effet à partir de la date à laquelle il y est procédé ou de la date d'entrée en vigueur du présent Accord, si celle-ci est postérieure à l'autre.

2. Durant toute la période pendant laquelle le présent Accord est en vigueur à titre soit provisoire, soit définitif, un Gouvernement signataire ou un Gouvernement non signataire ayant fait la notification prévue au paragraphe 1 du présent article est Membre à titre provisoire, avec tous les droits et les obligations d'un Membre, jusqu'à la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Article 46

1. Le présent Accord entrera en vigueur à titre définitif le 1er janvier 1980 ou à toute date au cours des douze mois qui suivront, entre les Gouvernements qui l'auront signé et, dans les cas où leur procédure constitutionnelle ou institutionnelle l'exige, qui l'auront ratifié, accepté ou approuvé, ou qui y auront adhéré, si figurent parmi eux les Gouvernements de six pays représentant ensemble au moins 60 p. 100 de la production mondiale d'huile d'olive au cours de la période de référence prévue aux alinéas c et d du paragraphe 1 de l'article 3. Si le présent Accord n'est pas entré en vigueur à titre définitif dans les conditions prescrites ci-dessus, il entrera en vigueur à titre définitif à tout moment suivant son entrée en vigueur à titre provisoire où les conditions prescrites dans le présent paragraphe quant au nombre de Gouvernements et au pourcentage de la production mondiale d'huile d'olive seront remplies par le dépôt d'instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Le présent Accord entrera en vigueur à titre provisoire le 1er janvier 1980 ou à toute date au cours des douze mois qui suivront, entre les Gouvernements qui l'auront signé et, dans les cas où leur procédure constitutionnelle ou institutionnelle l'exige, qui l'auront ratifié, accepté ou approuvé, ou qui y auront adhéré ou auront notifié qu'ils l'appliqueraient à titre provisoire, si figurent parmi eux les Gouvernements de six pays représentant ensemble au moins 60 p. 100 de la production mondiale d'huile d'olive au cours de la période de référence prévue aux alinéas c et d du paragraphe 1 de l'article 3.

3. Si, au 1er janvier 1980, le présent Accord n'est pas entré en vigueur à titre soit provisoire, soit définitif, dans les conditions indiquées aux paragraphes 1 et 2 du présent article, mais a reçu le nombre de signatures requis pour pouvoir entrer en vigueur après ratification, acceptation ou approbation, l'Accord international de 1963 sur l'huile d'olive demeurera en vigueur au-delà du 1er janvier 1980 jusqu'à la date d'entrée en vigueur à titre provisoire ou définitif du présent Accord, sans que la durée de cette prorogation puisse dépasser douze mois.

4. Si, au 1er janvier 1980, le présent Accord n'a pas reçu le nombre de signatures requis pour pouvoir entrer en vigueur après ratification, acceptation ou approbation, ou si, au 31 décembre 1980, le présent Accord n'est pas entré en vigueur à titre soit provisoire, soit définitif, dans les conditions indiquées aux paragraphes 1 et 2 du présent article, les Gouvernements qui l'auront signé et, dans les cas où leur procédure constitutionnelle ou institutionnelle

l'exige, qui l'auront ratifié, accepté ou approuvé, ou qui y auront adhéré ou auront notifié qu'ils l'appliqueraient à titre provisoire, pourront décider d'un commun accord que le présent Accord entrera en vigueur en totalité ou en partie en ce qui les concerne ou pourront prendre toute autre décision que la situation leur paraîtra requérir.

AMENDEMENT

Article 47

1. Le Conseil peut recommander aux Membres un amendement au présent Accord.

2. Le Conseil fixe le délai dans lequel chaque Membre doit notifier au dépositaire qu'il accepte ou non l'amendement.

3. Si, à la date d'expiration du délai fixé conformément au paragraphe 2 du présent article, l'amendement a été accepté par des Membres qui détiennent ensemble au moins les quatre cinquièmes du nombre total des voix des Membres ayant droit de vote et qui comprennent au moins les trois-quarts desdits Membres, il entre en vigueur à partir de cette date ou à une date ultérieure que le Conseil aura fixée. Dans le cas contraire, il est réputé retiré.

4. Tout Membre au nom duquel il n'a pas été fait de notification d'acceptation d'un amendement à la date à laquelle celui-ci prend effet cesse, à partir de cette date, de participer au présent Accord, à moins que ledit Membre ne prouve au Conseil qu'il n'a pu faire accepter l'amendement en temps voulu par suite de difficultés rencontrées pour mener à terme sa procédure constitutionnelle ou institutionnelle et que le Conseil ne décide de prolonger le délai d'acceptation pour ledit Membre. Ce Membre n'est pas lié par l'amendement jusqu'à ce qu'il ait notifié au dépositaire l'acceptation dudit amendement.

5. Tout Membre qui, pendant la durée du présent Accord, devient Etat membre de la Communauté ou de tout autre organisme intergouvernemental visé au paragraphe 2 de l'article 3 doit en informer le Conseil sitôt la décision intervenue à ce sujet et, en tout état de cause, préalablement à la date d'effet de son intégration dans ladite Communauté ou dans ledit organisme intergouvernemental. Le Conseil examine la question lors de sa plus prochaine session afin de négocier, avec ce Membre et la Communauté ou l'organisme intergouvernemental, les ajustements appropriés pouvant en découler en ce qui concerne les dispositions des paragraphes 3 et 4 et de l'alinéa c du paragraphe 8 de l'article 18, de l'article 34 et du paragraphe 1 de l'article 35. Le Conseil peut, en pareil cas, recommander un amendement conformément aux dispositions du présent article.

RETRAIT

Article 48

1. Si un Membre s'estime lésé dans ses intérêts du fait qu'un Gouvernement signataire dont la signature est soumise à ratification, acceptation ou approbation et qui, n'ayant pas procédé à la notification d'application du présent Accord à titre provisoire, ne procède pas au dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'appro-

bation, ou encore du fait du fonctionnement de l'Accord, il en saisit le Conseil, qui étudie la question lors de sa première session qui suit la notification faite à ce sujet par le Membre dont il s'agit. Si, après examen de la question par le Conseil, le Membre dont il s'agit continue à considérer qu'un préjudice est causé à ses intérêts, il peut se retirer du présent Accord en donnant par écrit un avis de retrait au dépositaire.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, tout Membre peut se retirer du présent Accord à tout moment après l'entrée en vigueur de celui-ci, en donnant par écrit un avis de retrait au dépositaire.

3. Le retrait effectué en vertu du présent article prend effet à la fin de l'année civile au cours de laquelle la notification a été faite au dépositaire par le Membre.

DURÉE, PROROGATION, RECONDUCTION OU RENOUVELLEMENT, ET EXPIRATION

Article 49

1. Le présent Accord demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1984; à moins qu'il ne soit prorogé ou reconduit en application des paragraphes 2 ou 4 du présent article.

2. Avant la fin de l'année 1984, le Conseil pourra, par décision unanime des Membres, proroger le présent Accord pour une période ne dépassant pas deux années civiles. Le Conseil notifiera cette prorogation au dépositaire, qui en informera le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Avant l'expiration du présent Accord à la date prévue au paragraphe 1 du présent article ou, en cas de prorogation, à celle qui découle des dispositions du paragraphe 2 du présent article, le Conseil adressera aux Membres, au moment qu'il jugera opportun, ses recommandations concernant la reconduction ou le renouvellement du présent Accord.

4. Si, avant l'expiration du présent Accord, un nouvel accord ou un protocole destiné à reconduire le présent Accord a été négocié et si ce nouvel accord ou ce protocole a reçu le nombre requis de signatures pour pouvoir entrer en vigueur après dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou de notifications d'application à titre provisoire, mais que ledit nouvel accord ou ledit protocole ne soit pas entré en vigueur à titre provisoire ou définitif, le présent Accord demeurera en vigueur au-delà de sa date d'expiration jusqu'à l'entrée en vigueur du nouvel accord ou du protocole, sans que la durée de cette prorogation puisse dépasser douze mois.

5. A l'expiration du présent Accord et sauf en cas de prorogation, de reconduction ou de renouvellement de celui-ci, les opérations dont le Conseil a la charge et les fonds dont il assure l'administration seront liquidés dans les conditions fixées par le Conseil, compte tenu des dispositions du présent Accord. Pour l'application de ces dispositions et des autres clauses se rapportant à la liquidation, le Conseil poursuivra sa mission aussi longtemps qu'il sera nécessaire et il exercera les pouvoirs et les fonctions que le présent Accord lui confère dans toute la mesure nécessaire pour terminer sa tâche.

TEXTES DU PRÉSENT ACCORD FAISANT FOI

Article 50

Les textes du présent Accord en langues anglaise, arabe, espagnole, française et italienne font tous également foi, les originaux étant déposés auprès du Gouvernement de l'Espagne.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur gouvernement, ont signé le présent Accord à la date figurant en regard de leur signature.

FAIT à Genève le trente mars mil neuf cent soixante-dix-neuf.

Annexe

LISTE DES ETATS ET DES ORGANISATIONS REPRÉSENTÉS À LA CONFÉRENCE

I. -- Participants

Algérie	Maroc
Allemagne, République fédérale d'	Mexique
Arabie saoudite	Norvège
Australie	Nouvelle-Zélande
Belgique	Oman
Danemark	Panama
Egypte	Pays-Bas
Espagne	Portugal
France	République arabe syrienne
Grèce	République dominicaine
Iraq	Royaume-Uni de Grande-Bretagne
Israël	et d'Irlande du Nord
Italie	Suède
Jamahiriya arabe libyenne	Suisse
Liban	Tunisie
Madagascar	Turquie
Malte	Yougoslavie

Communauté économique européenne

II. -- Observateurs

Etats

Argentine	Japon
Brésil	Koweït
Etats-Unis d'Amérique	

Institutions spécialisées

Fonds monétaire international
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

Organisme intergouvernemental

Conseil de la Communauté économique arabe

Organisation non gouvernementale

Fédération internationale d'oléiculture

ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΤΟΥ ΕΛΑΙΟΛΑΔΟΥ
ΤΟΥ ΕΤΟΥΣ 1979

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΠΡΩΤΟΝ

Γενικοί 'Αντικειμενικοί Σκοποί.

"Αρθρον πρώτον.

Οι αντικειμενικοί σκοποί της παρούσης Συμφωνίας, οι οποίοι λαμβάνουν υπ' όψιν τας διατάξεις της υπ' αριθ. 93 (IV) απόφασεως της Διασκέψεως των 'Ηνωμένων 'Εθνών δια το 'Εμπόριον και την 'Ανάπτυξιν, είναι οι ακόλουθοι :

α) Προώθησις της διεθνούς συνεργασίας όσον αφορά εις τὰ προβλήματα τὰ οποία παρουσιάζει γενικώς ή παγκόσμιος ελαϊκή οίκονομία.

β) Προώθησις της έρευνής-ανάπτύξεως και ενθάρρυνσις δια την λήψιν όλων τών μέσων τὰ οποία θα επιτρέπουν την εφαρμογήν τεχνικών μεθόδων ανταποκρινομένων εις τὰ προβλήματα τὰ οποία παρουσιάζει το ελαϊόλαδον, και, γενικώτερον ο τομεύς της ελαιοκομίας εις το πεδίο της παραγωγής και μεταποιήσεως, και προαγουσών τόν εκ-συγχρονισμόν της καλλιέργειας της ελαίας και της βιομηχανίας ελαιολάδου μέσω του τεχνικού και επιστημονικού προγραμματισμού, δια να διευκολυνθούν αι εφαρμογαί της τεχνολογίας, να βελτιωθί ή καλλιέργεια της ελαίας και ή ποιότης της λαμβανομένης παραγωγής εκ της καλλιέργειας ταύτης, και τέλος δια να μειωθί το κόστος παραγωγής τών παραγομένων προϊόντων και να βελτιωθί τοιούτοτρόπως ή θέσις του ελαιολάδου εν τῷ συνόλω της αγοράς τών φυτικών ρευστών βρωσίμων ελαίων.

γ) Διευκύνσεις της μελέτης και της εφαρμογής μέτρων με σκοπόν την ανάπτυξιν τών διεθνών συναλλαγών του ελαιολάδου, ίνα αύξηθούν οι πόροι τών παραγωγικών χωρών και ιδιαιτέρως τών παραγωγικών εν αναπτύξει χωρών εκ τών εξαγωγών των και καταστή δυνατή ή επίστευσις της οικονομικής ανάπτυξεως και της κοινωνικής προόδου αυτών, λαμβανομένων υπ' όψιν τών συμφερόντων τών καταναλω-τών.

δ) Διευκύνσεις της μελέτης και της εφαρμογής μέτρων με σκοπόν την πραγματοποίησιν ισορροπίας μεταξύ της παραγωγής και της καταναλώσεως δια της θεσπίσεως αναγκαίων διατάξεων, και κυρίως διατάξεων καταλλήλων δια την αύξησιν της καταναλώσεως.

ε) Μείωσις τών δυσχερειών αι όποιαι όφείλονται εις τας διακυμάνσεις τών διαθέσίμων εις την αγοράν ποσοτήτων, κυρίως προς :

ι) άποφυγήν τών υπερβολικών διακυμάνσεων τών τιμών, αι όποιαι θα πρέπει να εύρίσκονται εις επίπεδα βιαιοποιη-τικά και δίκαια δια τούς παραγωγούς και δίκαια δια τούς καταναλωτάς.

ιι) εξασφάλισιν συνθηκών επιτρεπουσών την άρμονικήν ανάπτυξιν της παραγωγής, της καταναλώσεως και τών διε-θνών συναλλαγών, λαμβανομένων υπ' όψιν τών μεταξύ αυ-τών, σχέσεων.

στ) Πρόληψις και, εις τυχούσα περίπτωσιν καταπολέ-μησις παντός άθεμίτου ανταγωνισμού, εις το διεθνές έμπο-ριον ελαιολάδου και εξασφάλισις της παραδόσεως του έμπο-ρεύματος, το όποιον να πληροί όλους τούς όρους τών συνα-φθέντων συμβολαίων.

ζ) Προώθησις του συντονισμού τών πολιτικών εις τόν τομέα παραγωγής και έμπορίας του ελαιολάδου και της οργανώσεως της αγοράς του προϊόντος τούτου.

η) Βελτίωσις της δυνατότητος εισόδου εις τας αγοράς και της εξασφαλίσεως τών έφοδιασμών καθώς επίσης και τών διαβρώσεων τών αγορών και τών συστημάτων έμπορίας, διανομής και μεταφοράς.

θ) Βελτίωσις τών τρόπων ενημερώσεως και διαβουλεύ-σεων δια να επιτευχθί, μεταξύ άλλων, μεγαλύτερα σαφήνεια της αγοράς του ελαιολάδου.

ι) Μελέτη και διευκύνσεις της εφαρμογής τών ανα-γκαίων μέτρων, όσον αφορά εις τὰ λοιπά προϊόντα του δένδρου της ελαίας.

ΠΡΟΟΙΜΙΟΝ

"Εχοντα υπ' όψιν ότι ή καλλιέργεια του ελαιοδένδρου :

Είναι μία καλλιέργεια άπαραίτητος δια την διατήρησιν και την συντήρησιν τών έδαφών ή όποια καθιστά δυνατήν την αξιοποίησιν έδαφών μη έπιδεχομένων την φύτεσιν άλλων καλλιεργειών, και ή όποια καλλιέργεια έστω και υπό συνθήκας έντατικής εκμεταλλεύσεως αι όποιαι άντι-προσώπευουν το βασικόν στοιχείον της σημερινής παραγωγής, αντιδρά εύνοϊκώς, εις οίανδήποτε καλλιεργητικήν βελτίω-σιν,

Είναι μία πολυετής καρποφόρος καλλιέργεια ή όποια επιτρέπει να καταστούν άποδοτικά αι χορηγούμεναι έπεν-δύσεις δια την έν λόγω καλλιέργειαν δια τών καταλλήλων τεχνικών μεθόδων, τας όποιας αι ελαιοπαραγωγικαί χώραι και ιδία αι υπό ανάπτυξιν χώραι δέον να δύνανται να δια-θέτουν,

Υπογραμμίζοντα ότι εκ της καλλιέργειας ταύτης εξα-τάται ή ύπαρξις και το βιοτικόν επίπεδον εκατομμυρίων οίκογενειών αι όποιαι εξαρτώνται άπολύτως εκ τών μέ-τρων τὰ όποια λαμβάνονται δια την διατήρησιν και την ανάπτυξιν της καταναλώσεως τών προϊόντων τούτων τόσον εις αυτάς ταύτας τας παραγωγικάς χώρας όσον και ιδίως εις τας καταναλωτικάς μη παραγωγικάς χώρας,

"Εχοντα υπ' όψιν ότι το ελαϊόλαδον αποτελεί έν ουσίωδες βασικόν προϊόν εις τας περιοχάς εις τας όποιας ή έν λόγω καλλιέργεια έχει εγκατασταθί,

"Εχοντα υπ' όψιν ότι το ουσίωδες χαρακτηριστικόν της αγοράς ελαιολάδου είναι ή μη κανονικότης τών έσοδειών και του έφοδιασμού της αγοράς, ή όποια έρμηνεύεται δια τών διακυμάνσεων της αξίας της παραγωγής, δια της άστα-θείας τών τιμών και τών εσόδων, της εξαγωγής καθώς επίσης και δια σημαντικών αποκλίσεων τών εισοδημάτων τών παραγωγών,

"Εχοντα υπ' όψιν ότι εκ τούτου προκύπτουν ειδικαί δυσχε-ρειαι αι όποιαι είναι δυνατόν να προκαλέσουν σοβαράς ζημίας εις τας συμφέροντα τών παραγωγών και τών καταναλωτών και να διακυβεύσουν τας γενικάς πολιτικάς της οίκονομικής ανάπτυξεως τών χωρών εις τας περιοχάς όπου έχει εγκα-τασταθεί ή καλλιέργεια της ελαίας,

Υπογραμμίζοντα προς τούτο, την πολύ μεγάλην σημασίαν της παραγωγής ταύτης εις την οίκονομίαν πολλών χωρών και κυρίως τών εν αναπτύξει ελαιοπαραγωγικών χωρών,

"Εχοντα υπ' όψιν ότι τὰ προς λήψιν μέτρα, λαμβανομένων υπ' όψιν τών πολύ ιδιαιτέρων συνθηκών της καλλιέργειας της ελαίας και της αγοράς του ελαιολάδου, υπερβαίνουν τὰ έθνικά πλαίσια και ότι μία διεθνής δράσις είναι άπαραί-τητος,

"Εκτιμώντα ότι ή Διεθνής Συμφωνία του ελαιολάδου του έτους 1963 ως αυτή παρετάθη και έτροποποιήθη δια τών διαδοχικών πρωτοκόλλων της 30ής Μαρτίου 1967, 7ης Μαρτίου 1969, 23ης Μαρτίου 1973 και 7ης 'Απριλίου 1978, μετά τών τεθεισών έν ισχύί τροποποιήσεων την 1ην Νοεμβρίου 1971 δυνάμει τών διατάξεων του άρθρου 38 αυτής (το σύνολο τών έγγραφων τούτων θα καλήται κα-τωτέρω. « Διεθνής Συμφωνία του ελαιολάδου του έτους 1963»).

Θεωρούντα ότι ή Συμφωνία αυτή λήγει άρχικώς την 31ην Δεκεμβρίου 1979,

Κρίνοντα ότι είναι άπαραίτητον να συνεχισθί και να ά-ναπτυχθί το αναληφθέν έργον έν τῷ πλαίσίῳ της έν λόγω Συμφωνίας, και ότι είναι εύκτέον να συναφθί μία νέα συμφωνία,

Τὰ Μέλη της παρούσης Συμφωνίας συνωμολόγησαν τὰ κατωτέρω :

κ) Μελέτη της καταστάσεως της βιομηχανίας ελαιολάδου εν συσχετισμῷ πρὸς τὸ περιβάλλον καὶ συστάσεις εἰς τυχούσας περιπτώσεις τῶν καταλλήλων λύσεων, συμφώνως πρὸς τὰς συστάσεις τῆς Διασκέψεως τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὸ Περιβάλλον, τοῦ ἔτους 1972, διὰ τὴν ἀποκατάστασιν ἐνδεχομένων ζημιῶν.

λ) Συνέχισις διὰ τῆς ἀναπτύξεως τοῦ ἀναληφθέντος ἔργου ἐν τῷ πλαισίῳ προγενεστέρων Διεθνῶν Συμφωνιῶν τοῦ ελαιολάδου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ II

Μέλη.

Ἄρθρον 2.

Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος ἀποτελεῖ ἐν μόνον Μέλος τοῦ Συμβουλίου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ III

Ὁρισμοί.

Ἄρθρον 3.

1. Κατὰ τοὺς ὅρους τῆς παρούσης Συμφωνίας :

α) « Ὡς Συμβούλιον » νοεῖται τὸ Διεθνὲς Συμβούλιον ελαιολάδου τὸ ἀναφερόμενον εἰς τὸ ἄρθρον 27.

β) « Ὡς ἐλαιοκομικὴ περίοδος » νοεῖται ἡ περίοδος ἀπὸ 1ην Νοεμβρίου ἐκάστου ἔτους μέχρι 31ην Ὀκτωβρίου τοῦ ἐπομένου ἔτους.

γ) « Ὡς μέλος κυρίως παραγωγικόν » νοεῖται ἐν Μέλος τοῦ ὁποίου ἡ παραγωγή ελαιολάδου ἦτο, κατὰ τὰς ἐλαιοκομικὰς περιόδους 1972/73-1977/78 περιλαμβανομένων, μεγαλύτερα τῶν εἰσαγωγῶν του κατὰ τὰ ἡμερολογιακὰ ἔτη 1973-1978 περιλαμβανομένων.

δ) « Ὡς Μέλος κυρίως εἰσαγωγικόν » νοεῖται ἐν Μέλος τοῦ ὁποίου ἡ παραγωγή ελαιολάδου ἦτο, κατὰ τὰς ἐλαιοκομικὰς περιόδους 1972/73-1977/78 περιλαμβανομένων, μικροτέρα τῶν εἰσαγωγῶν του κατὰ τὰ ἡμερολογιακὰ ἔτη 1973-1978 περιλαμβανομένων ἢ τὸ ὅποιον οὐδεμία παραγωγή ελαιολάδου ἐσημειώσεν κατὰ τὰς ἰδίας ταύτας περιόδους.

ε) « Ὡς Μέλος » νοεῖται ἐν Συμβαλλόμενον μέρος τῆς παρούσης Συμφωνίας.

2. Πᾶσα μνεία, ἐντὸς τῆς παρούσης Συμφωνίας, « Κυβερνήσεως » ἢ « Κυβερνήσεων » ἰσχύει ἐπίσης διὰ τὴν Εὐρωπαϊκὴν Οἰκονομικὴν Κοινότητα (καλουμένην κατωτέρω ἢ Κοινότης), καθὼς καὶ διὰ πάντα διακυβερνητικὸν ὄργανισμὸν ὁ ὁποῖος εἶναι ἀρμόδιος διὰ διαπραγματεύσεις, σύναψιν καὶ ἐφαρμογὴν διεθνῶν Συμφωνιῶν ἐπὶ τῶν βασικῶν προϊόντων

Συνεπῶς, πᾶσα μνεία, ἐντὸς τῆς παρούσης Συμφωνίας, τῆς « ὑπογραφῆς » ἢ τῆς « καταθέσεως » τῶν ἐγγράφων ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως ἢ ἐνὸς ἐγγράφου προσχωρήσεως ἢ μιᾶς « ἀνακοινώσεως περὶ προσωρινῆς ἐφαρμογῆς » ὑπὸ Κυβερνήσεως τινος θεωρεῖται, εἰς τὴν περίπτωσιν τῆς Κοινότητος, ὅτι ἰσχύει ἐπίσης διὰ τὴν ὑπογραφήν ἢ διὰ τὴν ἀνακοίνωσιν περὶ προσωρινῆς ἐφαρμογῆς, ἐξ ὀνόματος τῆς Κοινότητος, ὑπὸ τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς αὐτῆς, καθὼς καὶ διὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ἀπαιτουμένου ἐγγράφου συμφώνως πρὸς τὴν θεσμικὴν διαδικασίαν τῆς Κοινότητος, διὰ τὴν σύναψιν μιᾶς διεθνούς Συμφωνίας. Ἡ μνεία αὕτη ἰσχύει, εἰς περίπτωσιν διακυβερνητικοῦ τινος ὁργανισμοῦ ὁ ὁποῖος εἶναι ἀρμόδιος διὰ διαπραγματεύσεις, σύναψιν καὶ ἐφαρμογὴν διεθνῶν συμφωνιῶν ἐπὶ τῶν βασικῶν προϊόντων, διὰ τὴν ὑπογραφήν ἢ τὴν ἀνακοίνωσιν περὶ προσωρινῆς ἐφαρμογῆς ἐξ ὀνόματος τοῦ ἐνδιαφερομένου διακυβερνητικοῦ ὁργανισμοῦ, ὑπὸ τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς αὐτοῦ, καθὼς καὶ διὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ἀπαιτουμένου ἐγγράφου, συμφώνως πρὸς τὴν θεσμικὴν διαδικασίαν αὐτοῦ, διὰ τὴν σύναψιν μιᾶς διεθνούς συμφωνίας.

3. Παρὰ τὰς διατάξεις τῶν ἐδαφίων (γ) καὶ (δ) τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἁρθρου, ἡ Κοινότης θεωρεῖται

συγχρόνως ὡς « Μέλος κυρίως παραγωγικόν » καὶ ὡς « Μέλος κυρίως εἰσαγωγικόν ».

4. Ἐὰν διακυβερνητικὸς τις ὁργανισμὸς, ἐκτὸς τῆς Κοινότητος, ἔχων ἀρμοδιότητα διὰ διαπραγματεύσεις, σύναψιν καὶ ἐφαρμογὴν διεθνῶν συμφωνιῶν ἐπὶ τῶν βασικῶν προϊόντων, ἤθελεν ἀντιμετωπίσει περίπτωσιν νὰ καταστήτῃ Συμβαλλόμενον Μέρος, αἱ συνθήκες συμφώνως πρὸς τὰς ὁποίας θὰ ἔπρεπε νὰ λάβῃ χώρα, ἡ συμμετοχὴ του εἰς τὴν παρούσαν Συμφωνίαν. θὰ καθορισθοῦν διὰ κοινῆς Συμφωνίας μεταξὺ τοῦ Συμβουλίου καὶ τοῦ ἐν λόγω διακυβερνητικοῦ ὁργανισμοῦ πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς διαδικασίας τὴν ὁποίαν θὰ ὑποχρεοῦται νὰ ἀναλάβῃ οὗτος διὰ νὰ καταστήτῃ Συμβαλλόμενον Μέρος.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV

Γενικαὶ Ὑποχρεώσεις.

Ἄρθρον 4.

Τὰ Μέλη ὑποχρεοῦνται νὰ μὴ λαμβάνουν οὐδὲν μέτρον ἀντίθετον πρὸς τὰς συμβατικὰς ὑποχρεώσεις τὰς ἀπορροεύσας ἐκ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ πρὸς τοὺς γενικοὺς ἀντικειμενικοὺς σκοποὺς τοὺς ὀριζομένους εἰς τὸ ἄρθρον πρῶτον.

Ἄρθρον 5.

Τὰ Μέλη τῶσον τὰ παραγωγικὰ ὥσον καὶ τὰ καταναλωτικὰ ὑποχρεοῦνται νὰ λαμβάνουν πᾶν κατάλληλον μέτρον με σκοπὸν τὴν διευκόλυνσιν τῶν συναλλαγῶν, τὴν ἐνθάρρυνσιν τῆς καταναλώσεως ελαιολάδου καὶ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς κανονικῆς ἀναπτύξεως τῆς διεθνούς ἐμπορίας τοῦ ελαιολάδου. Τὰ Μέλη ὑποχρεοῦνται πρὸς τοῦτο νὰ συμμορφοῦνται, πρὸς τὰς βασικὰς ἀρχάς, τοὺς κανόνες, καὶ τὰς κατευθυντήριους γραμμὰς αἱ ὁποῖαι εἶναι ἀποδεχταὶ ἐντὸς τῶν ἀρμοδιοτήτων τῶν διεθνῶν πλαισίων. Τὰ Μέλη ὑποχρεοῦνται ἐπίσης νὰ λαμβάνουν μέτρα ἀποσκοποῦντα εἰς τὴν διευκόλυνσιν τῆς διαθέσεως τοῦ ελαιολάδου εἰς ἀνταγωνιστικὰς τιμὰς εἰς τὸ στάδιον τῆς καταναλώσεως, μεταξὺ τῶν ὁποίων περιλαμβάνεται ὁ καθορισμὸς ἐνισχύσεων καὶ ἡ προσέγγισις τῶν τιμῶν τῶν ελαιολάδων πρὸς τὰς τιμὰς τῶν ἄλλων βρωσίμων φυτικῶν ἐλαίων, διὰ νὰ ἀναπτυχθῇ ἡ κατανάλωσις ελαιολάδου.

Ἄρθρον 6.

Τὰ Μέλη δηλώνουν ὅτι προκειμένου νὰ ἀνέλθῃ τὸ βιοτικὸν ἐπίπεδον τῶν πληθυσμῶν θὰ καταβάλλουν προσπάθειάς διὰ τὴν διατήρησιν δικαίων κανόνων ἐργασίας εἰς πᾶσαν ἐλαιοκομικὴν δραστηριότητα ἢ ἀπορρέουσιν δραστηριότητα ἐκ τῆς ἐλαιοκαλλιέργειας.

Ἄρθρον 7.

Τὰ Μέλη ὑποχρεοῦνται νὰ θέτουν εἰς τὴν διάθεσιν καὶ νὰ παρέχουν ὅλα τὰ στατιστικὰ στοιχεῖα, τὰς πληροφορίες καὶ τὰ ἀναγκαῖα ἐγγράφα εἰς τὸ Συμβούλιον διὰ νὰ δύναται τοῦτο νὰ ἐκπληροῖ τὰς λειτουργίας αἱ ὁποῖαι τοῦ ἔχουν ἀνατεθῇ διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ κυρίως πᾶν στοιχεῖον, τὸ ὁποῖον ἔχει ἀνάγκη διὰ τὴν κατάρτισιν τοῦ ἰσολογισμοῦ ελαιολάδου καὶ νὰ λαμβάνῃ γνῶσιν τῆς ἐθνικῆς ἐλαϊκῆς πολιτικῆς τῶν Μελῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V

Τεχνικὰ Μέτρα.

Ἄρθρον 8.

1. Διὰ τὴν πραγματοποιήσιν τῶν γενικῶν ἀντικειμενικῶν σκοπῶν οἱ ὁποῖοι καθορίζονται εἰς τὸ πρῶτον ἄρθρον καὶ ἀφοροῦν εἰς τὰς τεχνικὰς βελτιώσεις τῆς ἐλαιοκομικῆς παραγωγῆς, τὸ Συμβούλιον ἐπιφορτίζεται νὰ διευκολύνῃ καὶ νὰ προωθῇ τὰς σχετικὰς ἐνεργείας καὶ συναφῇ προγράμματα.

2. Τὸ Συμβούλιον ἀναλαμβάνει κυρίως τὴν ὑποχρέωσιν :

α) να συγκεντρώνη τὰς τεχνικὰς πληροφορίες καὶ νὰ διαβιβάζη ταύτας εἰς ἅπαντα τὰ Κράτη-Μέλη.

β) νὰ προωθῇ τὸν συντονισμόν τῶν δραστηριοτήτων, τεχνικῶν βελτιώσεων μεταξὺ τῶν διαφόρων Μελῶν, καθὼς, ἐπίσης καὶ τῶν ἐνεργειῶν αἱ ὁποῖαι ἐμπίπτουν εἰς τὰ πλαίσια τῶν Περιφερειακῶν καὶ Τοπικῶν Προγραμματισμῶν.

γ) νὰ ἐπιβοηθῇ τὸν ἐθνικὸν προγραμματισμὸν διὰ τὰς τεχνικὰς ἐλαιοκομικὰς βελτιώσεις, καθὼς ἐπίσης καὶ διὰ τὴν ἔρευναν, τὴν ἐφαρμογὴν τῆς ἐρεῦνης, τὴν διάδοσιν τῶν κτηθεισῶν γνώσεων, τὸν πειραματισμὸν ἢ τὰς ἀποδελκτικὰς ἐργασίας ἰδιαίτερώς εἰς τὰς ἐν ἀναπτύξει ἐλαιοπαραγωγικὰς χώρας,

δ) νὰ ἐκπονή τὰς ἀπαραιτήτους μελέτας ἐπὶ τῆς οἰκονομικῆς ἀποδοτικότητος ἢ ὅποια δύναται νὰ ἀναμένηται ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς ἐρεῦνης.

ε) νὰ προωθῇ τὰς καταλλήλους ἐνεργείας διὰ τὴν ἐκπαίδευσιν στελεχῶν ἢ ἐξειδικευμένου προσωπικοῦ.

στ) νὰ ὀργανώῃ ἢ νὰ διευκολύνῃ διεθνεῖς συναντήσεις.

ζ) νὰ διευκολύνῃ τὴν διάδοσιν τῆς τεχνολογίας τῶν πλέον προηγμένων χωρῶν ἀναφορικῶς μετὰ τὰς τεχνικὰς ἐλαιοκομικὰς μεθόδους εἰς τὰς ὑπὸ ἀνάπτυξιν ἐλαιοπαραγωγικὰς χώρας.

η) νὰ ἐνθαρρύνῃ τὴν διμερῆ ἢ πολυμερῆ συνεργασίαν ἢ ὅποια δύναται νὰ βοηθήσῃ τὸ Συμβούλιον εἰς τὴν ἐπίτευξιν τῶν ἀντικειμενικῶν σκοπῶν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 9.

1. Τὸ Συμβούλιον πρὸς ὑποστήριξιν τῶν μέτρων βελτιώσεως τῶν τεχνικῶν μεθόδων ἐλαιοκομίας, θὰ περιλάβῃ εἰς τὸν Διοικητικὸν Προϋπολογισμόν αὐτοῦ εἰδικὸν κεφάλαιον ἐξ ἐνὸς ἀνατάτου ἐτησίου ποσοῦ 100.000 δολλαρίων Η.Π.Α., διὰ τὸ ὁποῖον ἐννοεῖται ὅτι τὰ μὴ χρησιμοποιούμενα ποσὰ τοῦ εἰδικοῦ τούτου κεφαλαίου κατὰ τὴν διάρκειαν μιᾶς οἰκονομικῆς χρήσεως θὰ δύναται νὰ μεταφερθοῦν εἰς τὰς ἐπομένους οἰκονομικὰς χρήσεις καὶ δὲν θὰ δύναται, ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει, νὰ μεταφερθοῦν εἰς ἕτερα κεφάλαια τοῦ Διοικητικοῦ Προϋπολογισμοῦ.

2. Ἐπίσης, τὸ Συμβούλιον θὰ ἐπιδιώκῃ, ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς ἀναπτύξεως τῆς διεθνούς συνεργασίας, νὰ ἐξασφαλίσῃ οἰκονομικὴν ὑποστήριξιν ἢ καὶ ἀπαραίτητον τεχνικὴν βοήθειαν δυναμένης νὰ παρασχεθῇ ἐκ διεθνῶν περιφερειακῶν ἢ ἐθνικῶν ἐξειδικευμένων Ὄργανισμῶν, Οἰκονομικῶν Ὄργανισμῶν ἢ ἐτέρων.

3. Αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου θὰ ἐφαρμόζωνται, ἐφ' ὅσον ὑφίσταται τοιαύτη περίπτωσις, μετὰ τὴν διεθνῇ οἰκονομικῇ ὑποστήριξιν, παρεχομένην εἰς τὰς δραστηριότητας ἢ τὰ προγράμματα βελτιώσεως τῶν ἐλαιοκομικῶν τεχνικῶν μεθόδων, ὑποκείμενα εἰς τὴν ἀρμοδιότητα τοῦ Συμβουλίου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI

Ὁνομασία καὶ ὁρισμοὶ τῶν ἐλαιολάδων καὶ τῶν πυρηνελαιῶν, ἐνδείξεις καὶ ὀνομασίαι προελεύσεως

Ἄρθρον 10.

1. Ἡ ὀνομασία «ἐλαιόλαδον» ἀφορᾷ τὸ ἔλαιον τὸ προερχόμενον ἀποκλειστικῶς ἐκ τοῦ ἐλαιοκάρπου, ἐξαιρουμένων τῶν ἐλαίων, τῶν παραγομένων διὰ διαλυτικῶν ἢ διὰ μεθόδων ἐστεροποίησης καὶ παντὸς μίγματος μετ' ἐλαίων ἄλλης φύσεως.

2. Τὰ Μέλη ὑποχρεοῦνται νὰ καταργήσουν, τόσον εἰς τὸ ἐσωτερικὸν ἐμπόριον ὅσον καὶ εἰς τὸ διεθνὲς ἐμπόριον, ἐντὸς τῆς ταχυτέρας προθεσμίας καὶ τὸ βραδύτερον πρὸ τῆς ἐκτῆς ταχυτέρας προθεσμίας, πᾶσαν χρησιμοποίησιν πνοῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας, πᾶσαν ἐκμετάλλευσιν τῆς ὀνομασίας «ἐλαιόλαδον» μόνῃς ἢ ἐν συνδυασμῷ μετ' ἐτέρων λέξεων, ἢ ὅποια δὲν εἶναι σύμφωνος πρὸς τὸ παρὸν ἄρθρον.

3. Ἡ ὀνομασία «ἐλαιόλαδον» χρησιμοποιουμένη μόνῃ δὲν δύναται ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει νὰ δίδεται διὰ τὰ ἔλαια τῶν ἐλαιοπυρήνων (πυρηνέλαια).

Ἄρθρον 11.

1. Αἱ ὀνομασίαι τῶν ἐλαιολάδων καὶ τῶν πυρηνελαιῶν διαφόρων ποιότητων ἀναγράφονται κατωτέρω μετὰ τοῦ ἀντιστοίχου ὁρισμοῦ δι' ἐκάστην ὀνομασίαν:

Α. Παρθένον ἐλαιόλαδον: ἔλαιον παραγόμενον ἀποκλειστικῶς ἐκ τοῦ καρποῦ τοῦ ἐλαιοδένδρου διὰ μηχανικῶν μεθόδων ἢ δι' ἐτέρων φυσικῶν μεθόδων, ὑπὸ συνθήκας, κυρίως θερμικῆς, αἱ ὁποῖαι δὲν ἐπιφέρουν ἀλλοίωσιν τοῦ ἐλαίου καὶ τὸ ὁποῖον δὲν ἔχει ὑποβληθῇ εἰς οὐδεμίαν ἐπεξεργασίαν ἐκτὸς τῆς πλύσεως, τῆς μεταγγίσεως τῆς φυγοκεντρήσεως καὶ τῆς διηθήσεως, ἐξαιρουμένων τῶν παραγομένων ἐλαίων διὰ διαλυτικῶν ἢ διὰ μεθόδων ἐστεροποίησης καὶ παντὸς μίγματος μετ' ἐλαίων ἄλλης φύσεως. Τὸ παρθένον ἐλαιόλαδον κατατάσσεται εἰς τὰς κατωτέρω ὀνομασίας:

α) Παρθένον ἐλαιόλαδον (1) κατάλληλον διὰ κατανάλωσιν εἰς οἰανδήποτε κατάστασιν εὐρίσκεται:

ι) Παρθένον ἐλαιόλαδον ἐξαιρετικὸν (EXTRA): ἐλαιόλαδον τελείως ἀνεπιλήπτου γεύσεως τοῦ ὁποῖου ἡ δξύτης ἐκφραζομένη εἰς ἐλαϊκὸν δξύ εἶναι τὸ πολὺ 1% (1 γραμμάριον ἀνὰ 100 γραμμάρια).

ιι) Παρθένον ἐλαιόλαδον ἄριστον (FINE): παρθένον ἐλαιόλαδον τὸ ὁποῖον πληροῖ τοὺς ὅρους τοῦ παρθένου ἐξαιρετικοῦ (EXTRA) ἐλαιολάδου ἐκτὸς τῆς δξύτητος, ἐκφραζομένης εἰς ἐλαϊκὸν δξύ, ἢ ὅποια πρέπει νὰ εἶναι τὸ πολὺ 1,5% (1,5 γραμμ. ἀνὰ 100 γραμμάρια).

ιιι) Παρθένον ἐλαιόλαδον ἡμίριστον (SEMI-FINE) ἢ ἐπίσης παρθένον ἐλαιόλαδον σύνθηες (COURANTE): Παρθένον ἐλαιόλαδον καλῆς γεύσεως, τοῦ ὁποῖου ἡ δξύτης ἐκφραζομένη εἰς ἐλαϊκὸν δξύ πρέπει νὰ εἶναι τὸ πολὺ 3% (3 γραμμάρια ἀνὰ 100 γραμμάρια) μετὰ περιθώριον ἀνοχῆς 10% ἐπὶ τῆς ἐκπεφρασμένης δξύτητος.

β) Παρθένον ἐλαιόλαδον μὴ κατάλληλον διὰ κατανάλωσιν εἰς οἴαν κατάστασιν εὐρίσκεται:

Παρθένον ἐλαιόλαδον μειονεκτικὸν (LAMPANTE): ἐλαιόλαδον ἐλαττωματικῆς γεύσεως ἢ τοῦ ὁποῖου ἡ δξύτης ἐκφραζομένη εἰς ἐλαϊκὸν δξύ εἶναι μεγαλύτερα τοῦ 3,3% (τῶν 3,3 γραμμάρων ἀνὰ 100 γραμμάρια).

Β. Ἀνακαθαρισμένον (ραφινάρισμένον) (RAFFINEE) ἐλαιόλαδον: ἐλαιόλαδον παραγόμενον δι' ἀνακαθαρισμοῦ (ραφινάρισματος) τῶν παρθένων ἐλαιολάδων.

Γ. Ἐλαιόλαδον ἢ ἐπίσης ἄγνον ἐλαιόλαδον (PURE): ἔλαιον αποτελούμενον ἐκ μίγματος παρθένου καὶ ἀνακαθαρισμένου (ραφινάρισμένου) ἐλαιολάδου.

Δ. Πυρηνέλαιον: ἀκατέργαστον ἔλαιον, παραγόμενον κατόπιν ἐπεξεργασίας τῶν ἐλαιοπυρήνων μετὰ διαλυτικὰ καὶ προοριζόμενον διὰ περαιτέρω ἀνακαθαρισμοῦ (ραφινάρισματος) διὰ ἀνθρωπίνην κατανάλωσιν ἢ διὰ τεχνικὰς χρήσεις. Τὸ πυρηνέλαιον κατατάσσεται εἰς τὰς κάτωθι ὀνομασίας:

α) Ἀνακαθαρισμένον (ραφινάρισμένον) πυρηνέλαιον: ἔλαιον προοριζόμενον διὰ διατροφήν, παραγόμενον διὰ τοῦ ἀνακαθαρισμοῦ (ραφινάρισματος) τοῦ ἀκατεργάστου πυρηνελαίου.

(Σημειώσεις: τὸ μίγμα ἀνακαθαρισμένου (ραφινάρισμένου) πυρηνελαίου καὶ παρθένου ἐλαιολάδου, προοριζόμενον συνήθως δι' ἐσωτερικὴν κατανάλωσιν ἐνίων παραγωγικῶν

1. Ἐπιτρέπεται ἡ χρησιμοποίησις τοῦ χαρακτηρισμοῦ «φυσικόν» διὰ πᾶν παρθένον ἐλαιόλαδον κατάλληλον διὰ κατανάλωσιν εἰς οἴαν κατάστασιν εὐρίσκεται.

χωρῶν-ονομάζεται «ἀνακαθαρισμένον (ραφιναρισμένον) πυρηνέλαιον καὶ ἐλαιόλαδον» τὸ μίγμα τοῦτο δὲν δύναται, ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει, νὰ ὀνομάζεται ἀπλῶς «ἐλαιόλαδον» καὶ ἐπὶ τῶν μέσων συσκευασίας πρέπει νὰ ἀναφέρεται ὑποχρεωτικῶς ἡ ἐνδείξις «ἀνακαθαρισμένον (ραφιναρισμένον) πυρηνέλαιον καὶ ἐλαιόλαδον»).

β) Πυρηνέλαιον διὰ τεχνικὰς χρήσεις : πᾶν ἕτερον ἀκατέργαστον πυρηνέλαιον.

Τὸ Συμβούλιον ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἐκπονήσῃ καὶ νὰ παρουσιάσῃ πρὸ τῆς λήξεως τοῦ δευτέρου ἔτους ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας, μίαν ἐμπειριστατικὴν μελέτην περὶ τῆς ἀγορᾶς τῶν πυρηνελαίων συμπεριλαμβανομένων τῶν μιγμάτων τῶν ἐλαίων τούτων μετὰ ἐλαιολάδου, κυρίως τὰς ἐπιπτώσεις τῆς ἐμπορίας τῶν ἐν λόγῳ προϊόντων ἐπὶ τοῦ συνόλου τοῦ ἐλαϊκῆς οἰκονομίας.

2. Ἐκάστη τῶν προαναφερθεῖσων ὀνομασιῶν τῶν ἐλαιολάδων καὶ τῶν πυρηνελαίων διαφόρων ποιότητων, πρέπει νὰ ἀνταποκρίνεται εἰς τὰ κριτήρια ποιότητος τὰ καθοριζόμενα συμφώνως πρὸς τὰς συστάσεις αἱ ὁποῖαι μνημονεύονται ἐν τῇ παραγράφῳ 2 τοῦ ἄρθρου 28, σχετικῶς μετὰ τοὺς κανόνες διὰ τὰ φυσικὰ καὶ χημικὰ χαρακτηριστικὰ τοῦ ἐλαιολάδου καὶ τοῦ πυρηνελαίου.

3. Αἱ ὀριζόμεναι ὀνομασίαι εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου εἶναι ὑποχρεωτικαὶ διὰ τὸ διεθνὲς ἐμπόριον καὶ πρέπει νὰ χρησιμοποιῶνται δι' ἐκάστην ποιότητα ἐλαιολάδου καὶ πυρηνελαίου καὶ νὰ ἐμφανίζονται διὰ λίαν εὐαναγνώστων χαρακτήρων ἐφ' ὧν τῶν συσκευασιῶν.

4. Τὸ Συμβούλιον θὰ καθορίσῃ προκειμένου διὰ τὰ κριτήρια ποιότητος ὡς ἀναγράφεται ἐν τῇ παραγράφῳ 2 τοῦ ἄρθρου 28, ἐνιαίους κανόνες οἱ ὁποῖοι θὰ ἐφαρμόζονται κατὰ τὰς συναλλαγὰς εἰς τὸ διεθνὲς ἐμπόριον. Ἐως οὗτου συντελεσθῇ ὁ ἐν λόγῳ καθορισμός, γίνεται παραπομπὴ εἰς τοὺς χρησιμοποιουμένους συνήθως κανόνες κατὰ τὰς ἐν λόγῳ συναλλαγὰς, κυρίως εἰς τοὺς συνιστωμένους ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου κανόνες ἐντὸς τῶν πλαισίων τῶν δραστηριοτήτων αὐτοῦ.

Ἄρθρον 12.

1. Τὰ Μέλη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ λάβουν, ἐντὸς τῆς ταχυτέρας προθεσμίας καὶ τὸ βραδύτερον, πρὸ τῆς ἐκποσῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας, ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα, ὑπὸ τὴν προσηκουσάν μορφήν τῆς οἰκείας νομοθεσίας αὐτῶν, ἐξασφαλίζουν τὴν ἐφαρμογὴν τῶν βασικῶν ἀρχῶν καὶ διατάξεων τῶν ἀναγραφομένων εἰς τὰ ἄρθρα 11 καὶ 13 καὶ θὰ καταβάλλουν προσπάθειαν διὰ τὴν ἐφαρμογὴν αὐτῶν εἰς τὸ ἐξωτερικὸν ἐμπόριον τῶν.

2. Τὰ Μέλη ὑποχρεοῦνται ἰδίᾳ νὰ ἀπαγορεύουν καὶ νὰ κολάζουν τὴν χρησιμοποίησιν ἐντὸς τῶν ἑδαφῶν τῶν διὰ τὸ διεθνὲς ἐμπόριον, τῶν ἐνδείξεων καὶ τῶν ὀνομασιῶν προελεύσεως καὶ τῶν ὀνομασιῶν ἐλαιολάδων καὶ πυρηνελαίων αἱ ὁποῖαι εἶναι ἀντίθετοι πρὸς τὰς ἐν λόγῳ βασικὰς ἀρχάς. Ἡ ὑποχρέωσις αὕτη ἀφορᾷ ἀπάσας τὰς μνείας τὰς τιθεμένας ἐπὶ συσκευασιῶν, τῶν τιμολογίων, τῶν φορτωτικῶν καὶ ἐμπορικῶν ἐγγράφων ἢ τῶν χρησιμοποιουμένων εἰς τὰς διαφημίσεις, τὰ ἐμπορικὰ σήματα, τὰς καταχωριζόμενας ὀνομασίας καὶ τὰς εἰκονογραφήσεις τὰς ἀναφερόμενας εἰς τὸ διεθνὲς ἐμπόριον ἐλαιολάδων καὶ πυρηνελαίων ἐφ' ὅσον αἱ μνεῖαι αὗται θὰ ἡδύναντο νὰ ἀποτελέσουν ψευδεῖς ἐνδείξεις ἢ νὰ προκαλέσουν σύγχυσιν ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὴν παραγωγὴν, τὴν προέλευσιν ἢ τὴν ποιότητα τῶν ἐλαιολάδων καὶ τῶν πυρηνελαίων.

Ἄρθρον 13.

1. Αἱ ἐνδείξεις προελεύσεως, ὡσάκις δίδονται, δὲν δύναται νὰ ἐφαρμόζονται εἰμὴ μόνον εἰς παρθένα ἐλαιόλαδα τὰ ὁποῖα παράγονται καὶ προέρχονται ἀποκλειστικῶς ἀπὸ τὴν ἀναφερομένην χώραν, περιοχὴν ἢ τοποθεσίαν. Αἱ ὀνομασίαι προελεύσεως ὡσάκις δίδονται δὲν δύναται νὰ ἐφαρ-

μόζονται εἰμὴ μόνον διὰ τὰ παρθένα ἐξαιρετικὰ (EXTRA) ἐλαιόλαδα τὰ ὁποῖα παράγονται καὶ προέρχονται ἀποκλειστικῶς ἀπὸ τὴν ἀναφερομένην χώραν, περιοχὴν ἢ τοποθεσίαν. Ἐπὶ πλεον, αἱ ἐνδείξεις προελεύσεως καὶ αἱ ὀνομασίαι προελεύσεως δὲν δύναται νὰ χρησιμοποιῶνται εἰμὴ μόνον συμφώνως πρὸς τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τοῦ δικαίου ὅρους τῆς χώρας προελεύσεως.

2. Τὰ μίγματα παρθένου καὶ ἀνακαθαρισμένου (ραφιναρισμένου) ἐλαιολάδου δύναται νὰ ἀποτελέσουν τύπους τῶν ὁποίων τὰ χαρακτηριστικὰ δύναται νὰ καθορίζονται ἀπὸ κοινῶν μεταξὺ τῶν ἀγοραστῶν καὶ πωλητῶν.

Οἷσδ' ὅποτε καὶ ἂν εἶναι ὁ τόπος παραγωγῆς τούτων, δὲν δύναται νὰ φέρουν εἰμὴ μόνον τὴν ἐνδείξιν προελεύσεως τῆς χώρας ἐξαγωγῆς. Ἐν τούτοις, ὅταν τὰ ἐλαία ἔχουν συσκευασθῇ καὶ ἐξαχθῇ ἀπὸ τὴν χώραν ἢ ὁποῖα προμηθεύει τὰ παρθένα ἐξαιρετικὰ (EXTRA) ἐλαιόλαδα τὰ ὁποῖα συνθέτουν τὸ μίγμα, δύναται νὰ λάβουν τὴν ὀνομασίαν προελεύσεως τοῦ παρθένου ἐλαιολάδου τὸ ὁποῖον συμμετέχει εἰς τὴν σύνθεσιν τοῦ ἐν λόγῳ μίγματος. Ὅσάκις γίνεται χρῆσις τῆς εἰδικῆς ὀνομασίας (RIVIERA), κοινῶς γνωστῆς εἰς τὸ διεθνὲς ἐμπόριον ἐλαιολάδου διὰ μίγματος παρθένου ἐξαιρετικοῦ (EXTRA), ἐλαιολάδου καὶ ἀνακαθαρισμένου (ραφιναρισμένου) ἐλαιολάδου, τῆς ὀνομασίας ταύτης πρέπει νὰ προηγῆται ὑποχρεωτικῶς ἡ λέξις «τύπος». Ἡ λέξις «τύπος» πρέπει νὰ ἀναγράφηται ἐπὶ παντὸς μέσου συσκευασίας, διὰ τυπογραφικῶν χαρακτήρων τῶν αὐτῶν διαστάσεων καὶ τῆς αὐτῆς ἐμφάνισεως μετὰ τὴν λέξιν «RIVIERA».

Ἄρθρον 14.

1. Αἱ ἀμφισβητήσεις ἐπὶ τῶν ἐνδείξεων προελεύσεως καὶ τῶν ὀνομασιῶν προελεύσεως αἱ ὁποῖαι ἐγείρονται ἐκ τῆς ἐρμηνείας ἢ τῶν δυσχερειῶν ἐφαρμογῆς τῶν ὅρων τοῦ παρόντος κεφαλαίου καὶ δὲν θὰ ἡδύναντο νὰ ἐπιλυθοῦν δι' ἀπ' εὐθείας διαπραγματεύσεων θὰ ἐξετάζονται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου.

2. Τὸ Συμβούλιον καταβάλλει προσπάθειαν συμβιβασμοῦ, κατόπιν γνώμης ὑπὸ τῆς Συμβουλευτικῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς προβλεπομένης ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ ἄρθρου 40 καὶ κατόπιν διαβουλεύσεως τῆς Διεθνούς Ὁργανώσεως Πνευματικῆς Ἰδιοκτησίας, τῆς Διεθνούς Ὁμοσπονδίας ἐλαιοπαραγωγῶν, μῖα ἀνεγνωρισμένης ἐπαγγελματικῆς ὁργανώσεως, ἐνὸς κυρίως εἰσαγωγικοῦ Μέλους ἐὰν θεωρηθῇ τοῦτο ἀναγκαῖον καὶ τοῦ Διεθνούς Ἐμπορικοῦ Ἐπιμελητηρίου καὶ τῶν εἰδικῶν Διεθνῶν Ἰδρυμάτων ἀναλυτικῆς χημείας. Εἰς περίπτωσιν ἀποτυχίας καὶ ἀφοῦ θὰ ἔχουν ἐξαντλήσει ὅλα τὰ μέσα διὰ τὴν ἐπίτευξιν συμφωνίας, τὰ ἐνδιαφερόμενα Μέλη, ἔχουν τὸ δικαίωμα ὡς τελικὴν ἐνστάσιν νὰ προσφύγουν εἰς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VII.

Διεθνῆς διαφήμισις ὑπὲρ τῆς καταναλώσεως ἐλαιολάδου.

Προγράμματα διαφημίσεως.

Ἄρθρον 15.

1. Τὰ μέλη τὰ ὁποῖα συνεισφέρουν εἰς τὸ ἀναφερόμενον εἰς τὴν παράγραφον 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου Ταμεῖον Διαφημίσεως ὑποχρεοῦνται νὰ ἀναλαμβάνουν ἀπὸ κοινῶν γενικὴν δραστηριότητα διαφημίσεως ὑπὲρ τοῦ ἐλαιολάδου πρὸς διατήρησιν καὶ αὐξήσιν τῆς καταναλώσεως τοῦ εἶδους τούτου διατροφῆς ἐν τῷ κόσμῳ χρησιμοποιοῦντα τὴν ὀνομασίαν «ἐλαιόλαδον» ὡς αὕτη ὀρίζεται εἰς τὸ ἄρθρον 10.

2. Ἡ ἐν λόγῳ δραστηριότης ἔχει χαρακτήρα διαφημιστικὸν καὶ ἐκπαιδευτικὸν καὶ ἀναφέρεται εἰς τὰ ὀργανοληπτικὰ καὶ χημικὰ χαρακτηριστικὰ καὶ, ἐν ἀνάγκῃ, εἰς τὰς θρεπτικὰς, θεραπευτικὰς καὶ λοιπὰς ιδιότητας τοῦ ἐλαιολάδου, ἐξαιρουμένης πάσης ἐνδείξεως ὅσον ἀφορᾷ τὴν ποιότητα, τὴν καταγωγὴν καὶ τὴν προέλευσιν.

3. Οἱ πόροι τοῦ Ταμεῖου Διαφημίσεως χρησιμοποιοῦνται λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν κάτωθι κριτηρίων :

α) σημασία της καταναλώσεως δια την διατήρησιν και, εάν είναι δυνατόν, την ανάπτυξιν των ήδη υπάρχοντων κέντρων καταναλώσεως,

β) δημιουργία νέων κέντρων καταναλώσεως του ελαιολάδου,

γ) αποδοτικότητα διατεθέντων χρημάτων δια την διαφήμισιν.

*Άρθρον 16.

Τὰ δυνάμει τοῦ ἄρθρου 15 ἀναλαμβανόμενα γενικά καὶ ἐπὶ μέρους προγράμματα διαφημίσεως τὰ ὁποῖα ἀποφασίζονται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, ἀναλόγως τῶν πόρων οἱ ὁποῖοι ἔχουν τεθῇ εἰς τὴν διάθεσιν αὐτοῦ, πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον καὶ ἀναλόγως πρὸς τὰς κατωτέρω ἀπόψεις καὶ γνώμας :

α) Προσανατολισμὸς κατὰ προτεραιότητα δίδεται διὰ τὰς διαφημιστικὰς δραστηριότητας εἰς τὰς κυρίως καταναλωτικὰς χώρας καὶ τὰς χώρας εἰς τὰς ὁποίας ἡ κατανάλωσις ἐλαιολάδου παρουσιάζει δυνατότητα νὰ αὐξηθῇ.

β) συμβουλαὶ ἀπὸ τοὺς καταλλήλους ὁργανισμοὺς καὶ ιδρύματα.

*Άρθρον 17.

Τὸ Συμβούλιον εἶναι ἐπιφορτισμένον μὲ τὴν διαχείρισιν τῶν πόρων τῶν προοριζομένων διὰ τὴν κοινὴν διαφήμισιν, καταρτίζει ἑκαστον ἔτος, ὡς παράρτημα τοῦ οἰκείου αὐτοῦ Προϋπολογισμοῦ προσωρινὴν κατάστασιν προβλέπουσαν τὰ ἔσοδα καὶ τὰ ἔξοδα τὰ προοριζόμενα διὰ τὴν διαφήμισιν ταύτην.

*Άρθρον 18.

Ταμεῖον προπαγάνδας.

1. Τὰ κυρίως παραγωγικὰ Μέλη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ θέτουν εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ Συμβουλίου, δι' ἑκαστον ἡμερολογιακὸν ἔτος, διὰ τὴν κοινὴν διαφήμισιν ποσὸν ἴσον πρὸς 300.000 δολλάρια Η. Π.Α καὶ πληρωτέον εἰς τὸ νόμισμα τοῦτο. Ἐν τούτοις, τὸ Συμβούλιον ἑκαστον Μέλος θὰ δύναται νὰ καταβάλῃ τὴν συνεισφορὰν αὐτοῦ εἰς ἕτερα ἑλευθέρως μετατρεπόμενα νομίσματα. Τὸ ἀνωτέρω ποσὸν τῶν 300.000 δολλαρίων δύναται νὰ αὐξηθῇ ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, χωρὶς ἐν τούτοις νὰ ὑπερβαίῃ τὰ 500.000 δολλάρια, ὑπὸ τὸν ὅρον, ἂν ἐνδὲς, ὅτι ἡ συνεισφορὰ οὐδενὸς Μέλους δὲν αὐξάνεται ἄνευ τῆς συγκαταθέσεως αὐτοῦ, καὶ, ἂν ἐτέρου, ὅτι πᾶσα τροποποίησις τῶν συντελεστῶν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν παράγραφον 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ ὁποία δύναται νὰ λάβῃ χώραν μὲ τὴν εὐκαιρίαν ταύτην, ἀπαιτεῖ ὁμόφωνον ἀπόφασιν τῶν κυρίως παραγωγικῶν μελῶν. Τὸ ἀνωτέρω ποσὸν τῶν 300.000 δολλαρίων δύναται νὰ μειωθῇ ἐὰν ἡ συνολικὴ παραγωγή τῶν Μελῶν ἀντιπροσωπεύῃ ποσοστὸν ὀλιγώτερον τοῦ 80 % τῆς παγκοσμίου παραγωγῆς ἐλαιολάδου κατὰ τὴν περίοδον συγκρίσεως τὴν ἀναφερομένην εἰς τὰ ἐδάφια (γ) καὶ (δ) τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 3. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην, τὸ ποσὸν τῶν 300.000 δολλαρίων ὀρίζεται εἰς ποσὸν ἀνάλογον πρὸς τὸ κλάσμα τὸ ὁποῖον ἀντιπροσωπεύει τὸ ποσὸν τῶν παραγωγῶν τῶν κυρίως παραγωγικῶν Μελῶν, ἐν σχέσει μὲ τὴν παγκόσμιον παραγωγὴν.

2. Κατόπιν εἰδικῆς συμφωνίας μὲ τὸ Συμβούλιον, τὰ κυρίως εἰσαγωγικὰ Μέλη δύναται νὰ καταβάλουν συνεισφορὰς εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως. Αἱ συνεισφοραὶ αὗται προστίθενται εἰς τὸ ποσὸν τοῦ Ταμεῖου Διαφημίσεως τὸ ὁποῖον καθορίζεται κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

3. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὰ κυρίως παραγωγικὰ Μέλη συνεισφέρουν εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως ἀναλόγως τῆς σημασίας αὐτῶν εἰς τὴν Διεθνῇ ἐλαϊκῇ οἰκονομίᾳ, συμφώνως πρὸς καθοριζόμενον συντελεστὴν δι' ἑκαστον ἐξ αὐτῶν συναρτῆσαι τῆς μέσης παραγωγῆς, τῶν κατὰ μέσον ὅρον καθαρῶν ἐξαγωγῶν ἢ εἰσαγωγῶν ἐλαιολάδου ἑκάστου τῶν Μελῶν,

κατὰ τὰς ἐλαιοκομικὰς περιόδους καὶ τὰ ἡμερολογιακὰ ἔτη τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὰ ἐδάφια (γ) καὶ (δ) τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 3 κατ' ἀναλογίαν 20 % διὰ τὴν παραγωγὴν καὶ 80 % διὰ τὰς καθαρὰς ἐξαγωγὰς ἢ εἰσαγωγὰς.

4. Διὰ τὴν Κοινότητα, αἱ καθαρὰ ἐξαγωγὰ ἢ εἰσαγωγὰ ἐλαιολάδου κατὰ τὰ ἡμερολογιακὰ ἔτη τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὰ ἐδάφια (γ) καὶ (δ) τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 3 καθορίζονται κατόπιν ἀφαιρέσεως τῶν ἐνδοκοινοτικῶν συναλλαγῶν.

5. Αἱ συνεισφοραὶ εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως ὀφείλονται δι' ὁλόκληρον τὸ ἡμερολογιακὸν ἔτος. Ἡ ἔτησις συνεισφορὰ ἑκάστου κυρίως παραγωγικοῦ Μέλους εἶναι ἀπαιτητὴ τὴν πρώτην φορὰν ἂν ἡ καθίσταται τοῦτο προσωρινὸν ἢ ὀριστικὸν μέλος καὶ ἀκολουθῶς τὴν πρώτην Ἰανουαρίου ἑκάστου ἔτους.

6. Διὰ τὴν εἰσπραξιν τῶν συνεισφορῶν εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως καὶ εἰς περίπτωσιν καθυστερήσεως τῆς καταβολῆς τῶν συνεισφορῶν τούτων ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 5 τοῦ ἄρθρου 38.

7. Κατὰ τὴν λήξιν τῆς παρουσίας Συμφωνίας, ἐκτὸς παρατάσεως, συνεχίσεως ἢ ἀνανεώσεως ταύτης τὰ μὴ ἐνδεχομένης χρησιμοποιηθέντα διὰ τὴν διαφήμισιν ποσὰ θὰ τίθενται εἰς τὴν διάθεσιν τῶν Μελῶν κατ' ἀναλογίαν τοῦ συνόλου τῶν συνεισφορῶν αὐτῶν εἰς τὴν διαφήμισιν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διεθνούς Συμφωνίας τοῦ 1956 τοῦ ἐλαιολάδου, τῆς Διεθνούς Συμφωνίας τοῦ 1963 τοῦ ἐλαιολάδου καὶ τῆς παρούσης Συμφωνίας.

8. α) Εἰς ἀπάσας τὰς ἀποφάσεις τὰς σχετικὰς μὲ τὴν διαφήμισιν ἑκαστον κυρίως παραγωγικὸν Μέλος διαθέτει ἀριθμὸν ψήφων ἀνάλογον μὲ τὴν συνεισφορὰν αὐτοῦ εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως συμφώνως πρὸς τὸ παρὸν ἄρθρον. Ἐκαστον κλάσμα ψήφου προκύπτει ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ συντελεστοῦ τοῦ καθοριζομένου συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ὑπολογίζεται ὡς μία ψήφος.

β) Ὅταν ἓν Μέλος συνάπτῃ κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, εἰδικὴν συμφωνίαν μετὰ τοῦ Συμβουλίου διὰ τὴν καταβολὴν συνεισφορᾶς εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως ἀποκτᾷ ἀριθμὸν ψήφων ἀνάλογον πρὸς τὴν συνεισφορὰν αὐτοῦ, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ συμφωνία αὕτη ἄφορᾷ τὴν περίοδον ἢ ὁποία ἀπομένει μέχρι τῆς ἐκπνοῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας.

γ) Αἱ σχετικαὶ μὲ τὴν διαφήμισιν ἀποφάσεις λαμβάνονται διὰ πλειψηφίας τῶν τεσσάρων πέμπτων τῶν ψήφων τῶν παρεχομένων ὑπὸ τῶν Μελῶν τὰ ὁποῖα συνεισφέρουν εἰς τὸ Ταμεῖον Προπαγάνδας καὶ εἰς τὰς ὁποίας περιλαμβάνονται αἱ ψήφοι τῆς πλειψηφίας τῶν Μελῶν αὐτῶν τὰ ὁποῖα ἔχουν δικαίωμα ψήφου.

*Άρθρον 19.

Ἡ τεχνικὴ ἐκτέλεσις τῶν προγραμμάτων διαφημίσεως δύναται νὰ ἀνατίθεται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου εἰς ἐξειδικευμένους ὁργανισμοὺς τῆς ἐκλογῆς του, ἀντιπροσωπευτικοὺς τῶν ἐλαιοκομικῶν δραστηριοτήτων καὶ μεταξὺ ἄλλων εἰς τὴν Διεθνῇ Ὀμοσπονδίαν ἐλαιοπαραγωγῶν.

*Άρθρον 20.

Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ λαμβάνῃ δωρεὰς Κυβερνήσεων ἢ ἐξ ἄλλων προελεύσεων διὰ τὴν κοινὴν διαφήμισιν. Οἱ ἐνδεχόμενοι οὗτοι πόροι προστίθενται εἰς τὸ συνολικὸν ποσὸν τοῦ Ταμεῖου Διαφημίσεως ὡς προσδιορίζεται δυνάμει τοῦ ἄρθρου 18.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VIII

Οἰκονομικὰ μέτρα.

*Άρθρον 21.

1. Ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν γενικῶν ἀντικειμενικῶν σκοπῶν τῶν ὀριζομένων ἐν τῷ πρώτῳ ἄρθρῳ, τὸ Συμβούλιον, διὰ νὰ

συμβάλλει εἰς τὴν ρύθμισιν τῆς ἀγορᾶς τοῦ ἐλαιολάδου καὶ διὰ τὴν ἀναγκαίαν ἐξέτασιν τῆς ἀσταθείας μεταξὺ τῆς διεθνοῦς προσφοράς καὶ ζήτησεως, αἱ ὁποῖαι προέρχονται ἐκ τῆς μὴ κανονικότητος τῶν ἐσοδεῶν ἢ ἐξ ἑτέρων αἰτίων, προβαίνει, εἰς τὴν ἀρχὴν ἐκάστης ἐλαιοκομικῆς περιόδου εἰς λεπτομερῆ ἐξέτασιν τῶν ἰσολογισμῶν ἐλαιολάδου καὶ εἰς συνολικὴν ἐκτίμησιν τῶν πηγῶν καὶ τῶν ἀναγκῶν εἰς ἐλαιολάδον, βάσει τῶν παρασχεθεισῶν πληροφοριῶν ὑφ' ἐκάστου Μέλους, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 7, τῶν πληροφοριῶν αἱ ὁποῖαι δύνανται νὰ τῷ παρασχεθῶσι ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων Κρατῶν μὴ Μελῶν τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐνδιαφερομένων διὰ τὸ διεθνὲς ἐμπόριον ἐλαιολάδου καὶ παντὸς ἑτέρου καταλλήλου στατιστικοῦ στοιχείου τὰ ὅποια θὰ ἠδύνατο νὰ ἔχη εἰς τὴν διάθεσίν του.

2. Ἐκαστον ἔτος, τὴν 31ην Μαΐου τὸ βραδύτερον, τὸ Συμβούλιον, λαμβάνον ὑπ' ὄψιν ὅσας πληροφορίες τὰς ὁποίας ἔχει εἰς τὴν διάθεσίν του, τὴν ἡμερομηνίαν αὐτὴν προβαίνει εἰς νέαν ἐξέτασιν τῆς καταστάσεως τῆς ἀγορᾶς καὶ εἰς νέαν συνολικὴν ἐκτίμησιν τῶν πηγῶν καὶ τῶν ἀναγκῶν εἰς ἐλαιολάδον καὶ δύνανται δὲ νὰ προτείνῃ εἰς τὰ Μέλη τὰ μέτρα τὰ ὅποια κρίνει κατάλληλα.

3. Συνίσταται Οἰκονομικὴ Ἐπιτροπὴ ἡ ὁποία συνεδριάζει κανονικῶς δι' ἀνταλλαγὴν ἀπόψεων ἐπὶ τῆς διεθνοῦς καταστάσεως τῆς ἀγορᾶς τοῦ ἐλαιολάδου πρὸς ἀναζητήσιν λύσεων ἐπὶ τῶν δυσχερειῶν αἱ ὁποῖαι θὰ ἠδύνατο νὰ διαταράξουν τὸ διεθνὲς ἐμπόριον τοῦ ἐλαιολάδου.

Ἄρθρον 22.

1. Τὸ Συμβούλιον ἐπιφορτίζεται νὰ ἐκπονή μελέτας διὰ νὰ ὑποβάλλῃ εἰς τὰ Μέλη συστάσεις (πρὸς τὸν σκοπὸν) ἵνα ἐπιτευχθῇ ἰσορροπία μεταξὺ τῆς παραγωγῆς καὶ τῆς καταναλώσεως καὶ γενικώτερον, ρυθμίσις μακροπροθέσμως τῆς ἀγορᾶς τοῦ ἐλαιολάδου διὰ τῆς ἐφαρμογῆς καταλλήλων μέτρων, μεταξὺ τῶν ὁποίων, ἐκεῖνα τὰ ὅποια εὐνοοῦν τὴν διάθεσιν τοῦ ἐλαιολάδου εἰς ἀνταγωνιστικὰς τιμὰς εἰς τὸ στάδιον τῆς καταναλώσεως ἵνα προσεγγίσουν αἱ τιμαὶ ἐλαιολάδου πρὸς τὰς τιμὰς ἑτέρων βρωσίμων φυτικῶν ἐλαίων, κυρίως διὰ τῆς χορηγήσεως οἰκονομικῶν ἐνισχύσεων.

2. Διὰ τοιαύτην ρύθμισιν, τὸ Συμβούλιον ἀναλαμβάνει ἐπίσης τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἐπιφέρει τὰς ἀναγκαίαις λύσεις εἰς τὰ προβλήματα τὰ ὅποια δύνανται νὰ ἀνακύψουν κατὰ τὴν ἐξέλιξιν τῆς διεθνοῦς ἀγορᾶς ἐλαιολάδου διὰ τῶν καταλλήλων τρόπων λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν ἀσταθειῶν τῆς ἀγορᾶς αἱ ὁποῖαι προέρχονται ἐκ τῶν διακυμάνσεων τῆς παραγωγῆς ἢ ἐξ ἄλλων αἰτίων.

Ἄρθρον 23.

Ὅταν τὸ Κοινὸν Ταμεῖον τὸ προβλεπόμενον διὰ τῆς ἀποφάσεως 93 (IV) τῆς Διασκέψεως τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὸ Ἐμπόριον καὶ τὴν Ἀνάπτυξιν, καὶ τοῦ ὁποίου τὰ βασικὰ στοιχεῖα διατυπῶνται εἰς τὴν ἀπόφασιν 1 (III) τὴν υἱοθετηθεῖσαν τὴν 19ην Μαρτίου 1979 ὑπὸ τῆς Διασκέψεως τῆς διαπραγματεύσεως, τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν, περὶ συστάσεως Κοινοῦ Ταμείου, θὰ δυνηθῇ νὰ λειτουργήσῃ ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ ὁλοκληρωμένου προγράμματος διὰ τὰ βασικὰ προϊόντα, τὸ Συμβούλιον θὰ ἐξετάσῃ συμφώνως πρὸς τὰς ἀποφάσεις αὐτάς, τὰ μέτρα τὰ ὅποια θὰ ἠδύνατο νὰ λάβῃ διὰ νὰ χρησιμοποίησιν πλήρως τὰς προσφερομένας οἰκονομικὰς δυνατότητας ὑπὸ τοῦ ἐν λόγῳ Ταμείου καὶ θὰ δύνανται νὰ προβῇ εἰς τὰς κατάλληλους συστάσεις ἐπὶ τοῦ ἀντικειμένου αὐτοῦ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΧ.

Ἔτερα προϊόντα τοῦ ἐλαιοδένδρου.

Ἄρθρον 24.

1. Ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν γενικῶν ἀντικειμενικῶν σκοπῶν τῶν ὀριζομένων ἐν τῷ πρώτῳ ἁρθρῷ, τὸ Συμβούλιον ζητεῖ τὴν στενὴν συνεργασίαν ὧν τῶν Μελῶν αὐτοῦ διὰ τὴν ἀνα-

κοίνωσιν τῶν ἀπαραιτήτων στατιστικῶν στοιχείων, ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰς ἐπιτραπεζίους ἐλαίας καὶ τὰ λοιπὰ προϊόντα τοῦ ἐλαιοδένδρου.

2. Τὸ Συμβούλιον προβαίνει, κατὰ τὴν ἐναρξιν ἐκάστης ἐλαιοκομικῆς περιόδου εἰς λεπτομερῆ ἐξέτασιν ποσοτικὴν καὶ ποιοτικὴν τῶν ἰσολογισμῶν τῶν βρωσίμων ἐλαίων, βάσει τῶν ἀνωτέρω στοιχείων, ἐκείνων τὰ ὅποια εἶναι δυνατόν νὰ κοινοποιηθῶν εἰς τοῦτο ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων Κρατῶν μὴ Μελῶν τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἐνδιαφερομένων διὰ τὸ διεθνὲς ἐμπόριον τῶν βρωσίμων ἐλαίων καὶ παντὸς ἑτέρου στατιστικοῦ ὕλικου τὸ ὅποιον θὰ ἠδύνατο νὰ ἔχη εἰς τὴν διάθεσίν του ἐπὶ τοῦ θέματος τούτου.

3. Ἐκαστον ἔτος, τὴν 31ην Μαΐου τὸ βραδύτερον, τὸ Συμβούλιον λαμβάνον ὑπ' ὄψιν πᾶν στοιχεῖον τὸ ὅποιον ἔχει εἰς τὴν διάθεσίν του κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην, προβαίνει εἰς νέαν ἐξέτασιν τῆς καταστάσεως τῆς ἀγορᾶς καὶ εἰς καθολικὴν ἐκτίμησιν τῶν πηγῶν καὶ τῶν ἀναγκῶν εἰς βρωσίμους ἐλαίας, δύνανται δὲ νὰ προτείνῃ εἰς τὰ Μέλη τὰ μέτρα τὰ ὅποια κρίνει ἐνδεδειγμένα.

Ἄρθρον 25.

Τὸ Συμβούλιον θὰ συνεχίσῃ τὰς καταλλήλους μελέτας ὅσον ἀφορᾷ εἰς :

α) Τὴν υἱοθέτησιν καὶ τὴν ἐφαρμογὴν ἐνὸς διεθνοῦς τύπου συμβολαίου διὰ τὰς ἀγοραπωλησίας τῶν βρωσίμων ἐλαίων.

β) Τὰς διατάξεις διὰ τὸν συμβιβασμὸν διὰ τὰς ἐνδεχομένας ἀμφισβητήσεις κατὰ τὰς διεθνεῖς συναλλαγὰς τῶν βρωσίμων ἐλαίων.

γ) Τὴν υἱοθέτησιν ἐνιαίων κανόνων ποιότητος πρὸς ἐφαρμογὴν εἰς τὰς βρωσίμους ἐλαίας.

δ) Τὴν βιολογικὴν ἀξίαν τῶν βρωσίμων ἐλαίων διὰ τῆς ἐξάρσεως τῶν ποιοτικῶν ἰδιοτήτων τὰς ὁποίας ἔχουν.

Ἄρθρον 26.

1. Τὸ Συμβούλιον ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ προωθῇ τὰς μελέτας τῶν ἀγορῶν αἱ ὁποῖαι κρίνονται ἐνδεδειγμένα ἵνα ἐνθαρρύνουν τὴν αὐξησιν τῆς καταναλώσεως βρωσίμων ἐλαίων. Τὸ Συμβούλιον θὰ ἀποστείλῃ ταύτας εἰς τὰ Μέλη ἐφ' ὅσον κρίνουν ταύτας ἀναγκαίας.

2. Πρὸς τοῦτο, τὸ Συμβούλιον θὰ καταβάλλῃ προσπάθειαν ἵνα διευκολύνῃ τὰς ὑπὸ διαφόρους μορφὰς ἐνισχύσεις, ὡς καὶ τὰς περιλαμβανομένας εἰς τὸ οἰκονομικὸν πρόγραμμα, εἰς ἅπαντα τὰ Μέλη ἢ εἰς ἐκεῖνα ἐξ' αὐτῶν τὰ ὅποια ἐνδεχομένως ἔχουν ἀνάγκη τούτων, αἱ ὁποῖαι δύνανται νὰ παρασχεθῶν ὑπὸ τῶν διεθνῶν ἢ ἄλλων εἰδικῶν ὁργανισμῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Χ.

Διοικήσις.

Ἄρθρον 27.

Διεθνὲς Συμβούλιον ἐλαιολάδου.

Τὸ Διεθνὲς Συμβούλιον ἐλαιολάδου εἶναι ἐπιφορτισμένον μὲ τὴν διατήρησιν καὶ τὴν λειτουργίαν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 28.

Καθήκοντα τοῦ Συμβουλίου.

1. Τὸ Συμβούλιον ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν λειτουργιῶν αἵτινες τοῦ ἀνατίθενται ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ὧν τῆς παρούσης Συμφωνίας :

α) Ἀσκεῖ πᾶσαν ἀρμοδιότητα καὶ δέον νὰ ἐκπληροῖ ἢ νὰ ἐποπτεύῃ διὰ τὴν πραγματοποίησιν τῶν λειτουργιῶν αἱ ὁποῖαι εἶναι ἀναγκαῖαι διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν ἐπιτακτικῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας, καθὼς ἐπίσης, καί, γενικώτερον διὰ τὴν διατήρησιν καὶ λειτουργίαν τῆς Συμφωνίας.

β) Ἐπιφορτίζεται νὰ προωθῇ πᾶσαν ἐνέργειαν ἀποσκοπούσαν εἰς τὴν ἀρμονικὴν ἀνάπτυξιν τῆς διεθνοῦς ἐλαϊκῆς οἰκονομίας διὰ παντὸς μέσου καὶ ἐνθαρρύνσεως ἐν τῇ ἐξου-

σία του εις τούς τομείς τῆς παραγωγῆς, τῆς καταναλώσεως καὶ τῶν διεθνῶν συναλλαγῶν, λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς μεταξὺ αὐτῶν σχέσεως.

2. Τὸ Συμβούλιον ἐξετάζει τὰ μέσα διὰ τὰ ἐξασφάλισιν τὴν ἀνάπτυξιν τῶν διεθνῶν συναλλαγῶν καὶ τὴν αὐξήσιν τῆς καταναλώσεως ἐλαιολάδου. Εἶναι κυρίως ἐπιφορτισμένον νὰ προβαίῃ εἰς πᾶσαν ἐνδεδειγμένην σύστασιν πρὸς τὰ Μέλη ὅσον ἀφορᾷ εἰς :

α) Τὴν υἱοθέτησιν καὶ τὴν ἐφαρμογὴν διεθνoῦς τύπου συμβολαίου διὰ τὰς συναλλαγὰς τῶν ἐλαιολάδων καὶ τῶν πυρηνελαίων.

β) Τὴν σύστασιν καὶ λειτουργίαν γραφείου συνδιαλλαγῆς καὶ διεθνoῦς διαιτησίας διὰ τὰς ἐνδεχομένας ἀμφισβητήσεις κατὰ τὰς συναλλαγὰς τῶν ἐλαιολάδων καὶ τῶν πυρηνελαίων.

γ) Τὴν ἐνοποίησιν τῶν σχετικῶν κανόνων μὲ τὰ φυσικὰ καὶ χημικὰ χαρακτηριστικὰ τοῦ ἐλαιολάδου καὶ τοῦ πυρηνελαίου.

δ) Τὴν ἐνοποίησιν τῶν μεθόδων ἀναλύσεως.

3. Τὸ Συμβούλιον λαμβάνει πάντα τὰ κατάλληλα μέτρα τὰ ἀποβλέποντα εἰς τὴν σύνταξιν κώδικος θεμιτῶν καὶ παγίων ἐθίμων τοῦ διεθνoῦς ἐμπορίου ἐλαιολάδου καὶ πυρηνελαίου, κυρίως ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰ περιθώρια ἀνοχῆς (περιθώρια ποσοστοῦ ξένων ὑλῶν, ὕδατος κ.λ.π.).

4. Τὸ Συμβούλιον λαμβάνει πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα κρίνει χρήσιμα διὰ τὴν καταστολὴν τοῦ ἀθεμίτου συναγωνισμοῦ ἐπὶ διεθνoῦς πεδίου ὡς καὶ ἐκ μέρους Κρατῶν τὰ ὁποῖα δὲν συμμετέχουν τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ τῶν ὑπηκόων τῶν Κρατῶν αὐτῶν.

5. Τὸ Συμβούλιον δύναται ἐπίσης νὰ ἀναλαμβάνῃ μελέτας ἐπὶ τῶν ἀναφερομένων ἀντικειμένων εἰς τὸ ἐδάφιον (β) τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου. Ἐπὶ πλέον τὸ Συμβούλιον εἶναι ἐξουσιοδοτημένον ὅπως ἀναλαμβάνῃ ἢ ἀναθέτῃ τὴν ἐκτέλεσιν ἄλλων ἐργασιῶν, ἰδίᾳ τὴν ἀναζήτησιν λεπτομερῶν πληροφοριῶν ἀναφερομένων εἰς εἰδικὴν βοήθειαν, ὑπὸ διαφόρους μορφὰς εἰς τὰς δραστηριότητας ἐλαιοπαραγωγῆς ὥστε νὰ δυνήθῃ νὰ διατυπώσῃ ἀπάσας τὰς ὑποδείξεις καὶ συστάσεις τὰς ὁποίας κρίνει προσφόρους διὰ τὴν ἐπίτευξιν τῶν γενικῶν ἀντικειμενικῶν σκοπῶν τῶν ἀπαριθμουμένων ἐν τῷ πρώτῳ ἄρθρῳ.

Ἄπασαι αἱ μελέται καὶ ἐργασίαι αὗται δέον ἰδίᾳ νὰ ἀναφέρονται εἰς τὸν κατὰ τὸ δυνατόν μεγαλύτερον ἀριθμὸν χωρῶν, ἢ ομάδων χωρῶν καὶ νὰ λαμβάνουν ὑπ' ὄψιν τὰς γενικὰς, κοινωνικὰς καὶ οἰκονομικὰς συνθήκας τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν.

6. Τὸ Συμβούλιον καταρτίζει τὰς διαδικασίας συμφώνως πρὸς τὰς ὁποίας τὰ Μέλη πληροφοροῦν εἰς τοῦτο τὰ συμπεράσματα εἰς τὰ ὁποῖα κατέληξαν. ἡ ἐξέτασις τῶν συστάσεων καὶ τῶν ὑποδείξεων αἱ ὁποῖαι ἀναφέρονται ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ ἢ ἀπορρέουν ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 29.

1. Τὸ Συμβούλιον καταρτίζει ἐσωτερικὸν κανονισμὸν σύμφωνα πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Τῆρεῖ καὶ ἐνημερώνει τὰ βιβλία καὶ τὰ στοιχεῖα τὰ ὁποῖα εἶναι ἀναγκαῖα εἰς τοῦτο διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀντιθεμένων αὐτῷ λειτουργειῶν καθὼς ἐπίσης καὶ πᾶν ἕτερον κατὰ τὴν κρίσιν του στοιχεῖον ἢ βιβλίον. Ἐν περιπτώσει ἀσυμφωνίας μεταξὺ τοῦ οὗτω δεκτοῦ γενομένου ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ καὶ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας ὑπερισχύει ἡ Συμφωνία.

2. Τὸ Συμβούλιον καταρτίζει, προετοιμάζει καὶ δημοσιεύει ἀπάσας τὰς ἐκθέσεις, μελέτας, γραφικὰς παραστάσεις, ἀναλύσεις ἢ ἕτερα ἐντυπα κατὰ ὁποῖα δύναται νὰ κρίνῃ χρήσιμα καὶ ἀπαραίτητα.

3. Τὸ Συμβούλιον δημοσιεύει ἅπαξ τοῦλάχιστον κατ' ἑτος ἐκθεσιν περὶ τῶν δραστηριοτήτων αὐτοῦ καὶ ἐπὶ τῶν λειτουργιῶν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

4. Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ διορίζῃ εἰδικὰς ἐπιτροπὰς τὰς ὁποίας κρίνει χρήσιμους διὰ τὴν βοήθειάν του ἐν τῇ ἐκπληρώσει τῶν διὰ τὴν ἄσκησιν ἀντιθεμένων λειτουργιῶν διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας.

5. Τὸ Συμβούλιον ἀσκεῖ πᾶσαν ἄλλην ἀναγκαίαν λειτουργίαν διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 30.

Σύνθεσις τοῦ Συμβουλίου.

1. Ἐκαστον Μέλος ἔχει τὸ δικαίωμα ψήφου. Ἐχει τὸ δικαίωμα νὰ ἀντιπροσωπεύηται εἰς τὸ Συμβούλιον δι' ἐνὸς ἀντιπροσώπου καὶ δύναται νὰ ὀρίζῃ ἀναπληρωτάς.

Ὁ ἀντιπρόσωπος καὶ οἱ ἀναπληρωταὶ δύναται νὰ συνοδεύονται κατὰ τὰς συσκέψεις τοῦ Συμβουλίου ὑπὸ τῶν συμβούλων ὅσους ἕκαστον Μέλος κρίνει ἀναγκαῖον.

2. Τὸ Συμβούλιον ἐκλέγει, μεταξὺ τῶν μελῶν, τῶν ἀντιπροσωπειῶν ἓνα πρόεδρον ὁ ὁποῖος δὲν ἔχει τὸ δικαίωμα ψήφου, καὶ ἐκτελεῖ τὰ καθήκοντά του ἐπὶ μίαν ἐλαιοκομικὴν περίοδον.

Εἰς τὴν περίπτωσιν ὁ Πρόεδρος εἶναι ἀντιπρόσωπος ἔχων δικαίωμα ψήφου, τὸ δικαίωμα τοῦτο ἐκτελεῖ ἕτερον μέλος τῆς ἀντιπροσωπείας αὐτοῦ. Ὁ Πρόεδρος δὲν ἀμείβεται.

3. Τὸ Συμβούλιον ἐκλέγει, ἐπίσης, μεταξὺ τῶν μελῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν τὸν ἀντιπρόεδρον.

Ἐὰν ὁ Ἀντιπρόεδρος εἶναι ἀντιπρόσωπος ἔχων δικαίωμα ψήφου, ἐκτελεῖ τὸ δικαίωμα τοῦτο ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν ἀναλαμβάνει καθήκοντα Προέδρου, ὅποτε μεταβιβάζει τὸ δικαίωμα τοῦτο εἰς ἕτερον μέλος τῆς ἀντιπροσωπείας αὐτοῦ.

Ὁ Ἀντιπρόεδρος ἀσκεῖ τὰ καθήκοντα αὐτοῦ ἐπὶ μίαν ἐλαιοκομικὴν περίοδον καὶ δὲν ἀμείβεται.

Ἄρθρον 31.

Συνεδριάσεις τοῦ Συμβουλίου

Τὸ Συμβούλιον ἔχει τὴν ἑδραν του ἐν Μαδρίτῃ ἐκτὸς ἐὰν ἀποφασίῃ διαφορετικῶς.

Συνεδριάζει εἰς Μαδρίτην ἐκτὸς ἐὰν ἀποφασίῃ, κατ' ἐξαίρεσιν νὰ πραγματοποιήσῃ εἰδικὴν σύνοδον εἰς ἕτερον τόπον.

Ἐὰν Μέλος τι προσκαλεῖ τὸ Συμβούλιον νὰ συνεδριάσῃ ἐκτὸς τῆς ἑδρας καὶ ληφθῇ ἀπόφασις σύμφωνα μὲ τὴν πρόσκλησιν ταύτην, τὸ Μέλος τοῦτο ἀναλαμβάνει τὰς συμπληρωματικὰς δαπάνας αἱ ὁποῖαι θὰ προκύψουν, ἐκ τῆς συνεδριάσεως αὐτῆς εἰς τὸν προϋπολογισμὸν τοῦ Συμβουλίου.

2. Τὸ Συμβούλιον συνέρχεται τοῦλάχιστον δις τοῦ ἔτους λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν ἰδίᾳ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 21.

3. Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ συνέλθῃ εἰς οἰκονομικὰς στιγμὴν ὁσάκις ὁ Πρόεδρος θελήσῃ τοῦτο.

Ὁ Πρόεδρος συγκαλεῖ, ἐπίσης, τὸ Συμβούλιον ὁσάκις ζητήσωσι τοῦτο :

α) Πέντε Μέλη

β) Ἐν ἡ περισσώτερα Μέλη κατέχοντα τοῦλάχιστον τὸ 10 τοῖς 100 τοῦ συνόλου τῶν ψήφων.

4. Αἱ προσκλήσεις διὰ τὰς συνόδους περὶ ὧν ἡ παράγραφος 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, δέον νὰ ἀποστέλλωνται τριάκοντα τοῦλάχιστον ἡμέρας πρὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς πρώτης συνεδριάσεως ἐκάστης συνόδου. Αἱ προσκλήσεις διὰ τὰς συνόδους περὶ ὧν ἡ παράγραφος 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου δέον νὰ ἀποστέλλωνται δέκα πέντε τοῦλάχιστον ἡμέρας πρὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς πρώτης συνεδριάσεως ἐκάστης συνόδου.

Ἄρθρον 32.

1. Ἡ ἀπαιτουμένη ἀπαρτία δι' ἐκάστην συνεδρίασιν τοῦ Συμβουλίου συνίσταται εἰς τὴν παρουσίαν τῶν ἀντιπροσωπειῶν τῆς πλειονότητος τῶν μελῶν τῶν κατεχόντων τοῦλάχιστον τὰ δύο τρίτα τοῦ συνόλου τῶν ψήφων.

2. 'Εάν δὲν ὑπάρχει ἀπαρτία ἢ συνεδρίασις τοῦ Συμβουλίου γίνεται 24 ὥρας βραδύτερον καὶ ἢ ἀπαιτούμενη ἀπαρτία συνίσταται εἰς τὴν παρουσίαν ἀντιπροσώπων τῆς πλειονότητος τῶν Μελῶν τῶν κατεχόντων τοῦλάχιστον τὸ 50 % τοῦ συνόλου τῶν ψήφων.

Ἄρθρον 33.

Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ λαμβάνη ἀποφάσεις, ἄνευ συνεδριάσεων δι' ἀνταλλαγῆς ἀλληλογραφίας, μεταξὺ τοῦ Προέδρου καὶ τῶν Μελῶν ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν, ὅτι οὐδὲν Μέλος θὰ φέρῃ ἀντίρρησην εἰς τὴν διαδικασίαν ταύτην. Πᾶσα ἀπόφασις τοιοιτοτρόπως λαμβανομένη ἀνακοινούται τὸ δυνατόν ταχύτερον εἰς ἅπαντα τὰ μέλη καὶ καταχωρεῖται εἰς τὰ πρακτικά τῆς ἐπομένης συνεδριάσεως τοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 34.

1. 'Ο παρεχόμενος ἀριθμὸς ψήφων εἰς ἕκαστον Μέλος καθορίζεται διὰ τὴν διάρκειαν τῆς παρούσης Συμφωνίας συμφώνως πρὸς τὸν τύπον $\eta = P + I + 5$, χωρὶς ὁ ἀριθμὸς οὗτος νὰ δύναται νὰ ὑπερβῇ τοὺς 450.

Εἰς τὸν τύπον τοῦτον :

- η Παριστᾶ τὸν ἀριθμὸν τῶν παρεχομένων ψήφων κατὰ Μέλος.
- P Παριστᾶ εἰς χιλιάδας μετρικοὺς τόννους τὸν μέσον ὅρον ἐτησίως τῆς παραγωγῆς ἐλαιολάδου, κατὰ τὰς ἐλαιοκομικὰς περιόδους 1972 / 73 - 1977/78, τὸ κλάσμα χιλιάδος μετρικῶν τόννων ἄνω τοῦ ἀκεραίου ἀριθμοῦ δὲν ὑπολογίζεται.
- I Παριστᾶ εἰς χιλιάδας μετρικοὺς τόννους τὸν μέσον ἐτήσιον ὅρον τῶν καθαρῶν εἰσαγωγῶν ἐλαιολάδου κατὰ τὰ ἡμερολογιακὰ ἔτη 1973 - 1978, τὸ κλάσμα χιλιάδος μετρικῶν τόννων ἄνω τοῦ ἀκεραίου ἀριθμοῦ δὲν ὑπολογίζεται.
- 5 Παριστᾶ τὸν ἀριθμὸν βασικῶν ψήφων παρεχομένων εἰς ἕκαστον Μέλος, ἀνήκον εἰς ἐκάστην ὁμάδα Μελῶν.

2. Παρὰ τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἢ Κοινότης συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 3 τοῦ ἄρθρου 3, θεωρεῖται συγχρόνως ὡς Μέλος κυρίως παραγωγικὸν καὶ ὡς Μέλος κυρίως εἰσαγωγικόν, ὁ ἀριθμὸς ψήφων ὁ ὁποῖος τῆς παρέχεται εἰς ἐκάστην τῶν δύο ὁμάδων Μελῶν καθορίζεται :

ἀφ' ἐνός, ὡς Μέλος κυρίως παραγωγικόν, συμφώνως πρὸς τὸν τύπον : $\eta = P + 5$

ἀφ' ἑτέρου, ὡς Μέλος εἰσαγωγικόν, συμφώνως πρὸς τὸν τύπον $\eta = I + 5$, δοθέντος ὅτι τὸ I ὑπολογίζεται κατόπιν ἀφαιρέσεως τῶν ἐνδοκοινοτικῶν συναλλαγῶν, χωρὶς νὰ δύναται ὁ ἀριθμὸς τῶν ψήφων ὁ ὁποῖος παρέχεται εἰς τὴν Κοινότητα νὰ ὑπερβῇ τοὺς 450 εἰς τὴν μίαν ἢ τὴν ἄλλην ὁμάδα Μελῶν.

Ἄρθρον 35.

Ἀποφάσεις τοῦ Συμβουλίου.

1. Ἐκτὸς ἀντιθέτου διατάξεως πρὸς τὴν παρούσαν Συμφωνίαν καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων αἱ ὁποῖαι δύνανται νὰ λάβουν χώραν συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 5 τοῦ ἄρθρου 47 αἱ ἀποφάσεις τοῦ Συμβουλίου λαμβάνονται διὰ πλειοψηφίας τεσσάρων πέμπτων τῶν παρεχομένων ψήφων εἰς τὰς ὁποίας περιλαμβάνονται αἱ ψήφοι τῆς πλειονότητος τῶν Μελῶν τὰ ὁποῖα ἔχουν δικαίωμα ψήφου. Αἱ ψήφοι τῶν Μελῶν τὰ ὁποῖα ἀπέχουν τῆς ψηφοφορίας δὲν ὑπολογίζονται.

2. Πᾶν Μέλος δύναται νὰ ἐξουσιοδοτήσῃ τὸν ἔχοντα δικαίωμα ψήφου ἀντιπρόσωπον ἑτέρου Μέλους, διὰ ν' ἀντιπροσωπεύῃ τὰ συμφέροντα αὐτοῦ καὶ νὰ ἀσκῇ τὸ δικαίωμα ψήφου αὐτοῦ εἰς μίαν ἢ περισσοτέρας συνεδριάσεις τοῦ Συμβουλίου. Ἐπιβεβαίωσις τῆς ἐξουσιοδοτήσεως ταύτης δέον νὰ ὑποβάλληται εἰς τὸ Συμβούλιον, θεωρουμένης παρ' αὐτοῦ ἱκανοποιητικῆς.

3. 'Ο ἔχων δικαίωμα ψήφου ἀντιπρόσωπος ἐνὸς Μέλους δὲν δύναται ἐκτὸς τῶν ἐξουσιῶν, καὶ τοῦ δικαιώματος ψήφου, τὰ ὁποῖα ἔχει, νὰ ἀντιπροσωπεύῃ τὰ συμφέροντα καὶ νὰ ἀσκῇ τὸ δικαίωμα ψήφου, παρὰ μόνον ἐνὸς ἑτέρου Μέλους.

Ἄρθρον 36.

Γραμματεία.

1. Τὸ Συμβούλιον ἔχει γραμματεῖαν ἀποτελουμένην ἐξ ἐνὸς διευθυντοῦ καὶ τοῦ ἀναγκαίου προσωπικοῦ διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐργασιῶν τοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν ἐπιτροπῶν αὐτοῦ. Τὸ Συμβούλιον ὀρίζει τὸν Διευθυντὴν καὶ καθορίζει τὰς ἀρμοδιότητας αὐτοῦ.

Τὰ μέλη τοῦ προσωπικοῦ διορίζονται συμφώνως πρὸς τοὺς κανόνες τοὺς ὁποίους καταρτίζει τὸ Συμβούλιον, λαμβάνον ὑπ' ὄψιν τοὺς κανόνες οἱ ὁποῖοι ἐφαρμόζονται διὰ τὸ προσωπικὸν παρομοίων διακυβερνητικῶν ὁργανισμῶν. Ἀπαγορεύεται εἰς τὸ προσωπικὸν νὰ ἀσκῇ καθήκοντα ἐκτὸς τῆς ὁργανώσεως ἢ νὰ δέχεται ἑτέρας ὑπηρεσίας.

2. Καθορίζεται ὡς ὅρος διὰ τὴν πρόσληψιν τοῦ Διευθυντοῦ καὶ τοῦ προσωπικοῦ τῆς Γραμματείας νὰ μὴ ἔχουν οὗτοι οὐδὲν ἐμπορικὸν ἢ οἰκονομικὸν τι ἐνδιαφέρον ἄμεσον ἢ ἔμμεσον εἰς οἰονδήποτε ἐκ τῶν διαφόρων κλάδων δραστηριοτήτων τῆς ἐλαιοπαραγωγῆς ἐκτὸς ἐὰν ἀπαρνηθῶν τὰ συμφέροντά των ταῦτα.

3. Τὸ ἔργον τοῦ Διευθυντοῦ καὶ τῶν μελῶν τῆς γραμματείας ἔχει χαρακτῆρα ἀποκλειστικῶς διεθνή. Ἐν τῇ ἐκπληρώσει τῶν καθηκόντων αὐτῶν δὲν πρέπει νὰ ζητοῦν ἢ νὰ δέχονται ὀδηγίας ἐξ οὐδεμιᾶς Κυβερνήσεως ἢ ἀρχῆς - ξένης πρὸς τὴν Ὁργάνωσιν. Ὁφείλουν νὰ ἀπέχουν πάσης ἐνεργείας ἀσυμβιβάστου πρὸς τὴν θέσιν των ὡς λειτουργῶν διεθνούς Ὁργανώσεως.

4. Τὰ Μέλη ὀφείλουν νὰ σέβωνται τὸν διεθνή χαρακτῆρα τοῦ ἔργου τῶν μελῶν τῆς Γραμματείας καὶ δὲν πρέπει, νὰ ἐπιδιώκουν νὰ ἐπηρεάζουν ταῦτα κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων των.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XI

Προνόμια καὶ ἀτέλεια.

Ἄρθρον 37.

1. Εἰς τὴν ἐπικράτειαν ἐκάστου Μέλους, καὶ καθ' ὅσον ἐπιτρέπει ἡ Νομοθεσία τοῦ Μέλους αὐτοῦ, τὸ Συμβούλιον ἀπολαμβάνει τῆς ἀπαιτούμενης νομικῆς ἱκανότητος διὰ τὴν ἀσκήσιν τῶν λειτουργιῶν τὰς ὁποίας τοῦ ἀναθέτει ἡ παρούσα Συμφωνία.

2. Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Κράτους ἐνθα εὐρίσκεται ἢ ἔδρα τοῦ Συμβουλίου καθ' ὃ μέτρον ἐπιτρέπει ἡ νομοθεσία αὐτοῦ ἀπαλλάσσει τῶν φόρων τὰ κεφάλαια τοῦ Συμβουλίου καὶ τὰς ἀμοιβὰς τὰς καταβαλλομένας ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου εἰς τὸ προσωπικὸν αὐτοῦ.

3. Τὸ Συμβούλιον, ὁ Διευθυντὴς καὶ τὸ προσωπικὸν τῆς Γραμματείας ἀπολαμβάνουν τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῆς Συμφωνίας προνομίων, ἀπαλλαγῶν καὶ διευκολύνσεων σχετικῶς μετὰ τὴν ἔδραν τοῦ Συμβουλίου, ἢ ὁποία συνήφθη μεταξὺ τοῦ Συμβουλίου καὶ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Κράτους ἐνθα εὐρίσκεται ἢ ἔδρα αὐτοῦ.

4. Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ συνάπτῃ μεθ' ἐνὸς ἢ περισσοτέρων Μελῶν συμφωνίας ἐγκρινομένας παρ' αὐτοῦ περὶ τῶν προνομίων καὶ ἀπαλλαγῶν αἱ ὁποῖαι εἶναι ἀπαραίτητοι διὰ τὴν καλὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XII

Οἰκονομικὰ μέτρα.

Ἄρθρον 38.

1. Τὰ ἔξοδα τῶν ἀντιπροσωπειῶν ἐν τῷ Συμβουλίῳ ἐξαίρεσει ἐκείνων τοῦ Προέδρου ἅτινα ἀναλαμβάνονται ὑπὸ

του Συμβουλίου, βαρύνουν τὰ ἐνδιαφερόμενα Μέλη. Ἡ εἰσφορά εἰς τὸν προϋπολογισμόν Διοικήσεως ἐκάστου Μέλους, δι' ἑκάστον ἡμερολογιακὸν ἔτος, εἶναι ἀνάλογος τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ψήφων τὰς ὁποίας ἔχει τὸ Μέλος ὅταν ἐγκρίνεται ὁ προϋπολογισμὸς δι' αὐτὸ τὸ ἡμερολογιακὸν ἔτος.

2. Τὸ Συμβούλιον κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς πρώτης συνεδριάσεως αὐτοῦ θὰ ψηφίσῃ τὸν προϋπολογισμόν Διοικήσεως διὰ τὸ πρῶτον ἡμερολογιακὸν ἔτος καὶ θὰ καθορίσῃ τὸ ὕψος τῆς καταβλητέας εἰσφορᾶς ὑφ' ἑκάστου Μέλους. Ἐν συνεχείᾳ καθ' ἑκάστον ἔτος, κατὰ τὴν σύνοδον τοῦ φθινοπώρου, τὸ Συμβούλιον ψηφίζει τὸν προϋπολογισμόν Διοικήσεως αὐτοῦ, διὰ τὸ ἐπόμενον ἡμερολογιακὸν ἔτος καὶ καθορίζει τὸ ὕψος τῆς καταβλητέας εἰσφορᾶς ὑφ' ἑκάστου μέλους, διὰ τὸ ἐν λόγω ἡμερολογιακὸν ἔτος.

3. Ἡ ἀρχικὴ εἰσφορά παντὸς Μέλους τὸ ὅποῖον καθίσταται Συμβαλλόμενον Μέρος τῆς παρούσης Συμφωνίας μετὰ τὴν ἐναρξιν ἰσχύος ταύτης καθορίζεται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου ἐπὶ τῇ βάσει τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ἀνεγνωρισμένων ψήφων εἰς τὸ Μέλος τοῦτο καὶ τοῦ κλάσματος τοῦ ἔτους τὸ ὅποῖον ὑπολείπεται μέχρι τοῦ τέλους αὐτοῦ. Ἐν τούτοις αἱ καθορισθεῖσαι εἰσφοραὶ διὰ τὰ λοιπὰ Μέλη διὰ τὸ τρέχον ἡμερολογιακὸν ἔτος, δὲν μεταβάλλονται.

4. Αἱ εἰσφοραὶ αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὸ παρὸν ἄρθρον εἶναι ἀπαιτηταὶ εὐθὺς μετὰ τὴν ἐγκρισιν αὐτῶν ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου διὰ τὸ ἡμερολογιακὸν ἔτος δι' ὃ ἔχουν καθορισθῇ. Αὗται καθορίζονται εἰς δολάρια Η Π Α καὶ καταβάλλονται εἰς τὸ νόμισμα τοῦτο, ἢ εἰς ἕτερον ἰσοδύναμον νόμισμα ἐλευθέρως μετατρέψιμον.

5. Ἐὰν ἓν Μέλος, δὲν καταβάλλῃ ἐξ ὁλοκλήρου τὴν εἰσφορὰν αὐτοῦ, εἰς τὸν προϋπολογισμόν Διοικήσεως ἐντὸς προθεσμίας ἑξ μηνῶν, ἀπὸ τῆς ἐναρξέως τῆς οἰκονομικῆς χρήσεως, ὁ Διευθυντὴς καλεῖ τοῦτο νὰ καταβάλλῃ ταύτην τὸ ταχύτερον δυνατόν. Ἐὰν τὸ ἐν λόγω Μέλος δὲν τακτοποιήσῃ τὴν εἰσφορὰν αὐτοῦ ἐντὸς τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς προαναφερθείσης προθεσμίας στερεῖται προσωρινῶς, μέχρι τῆς καταβολῆς ὁλοκλήρου τῆς εἰσφορᾶς τοῦ δικαιώματος ψήφου αὐτοῦ κατὰ τὰς συνόδους τοῦ Συμβουλίου καὶ τὰς Συνεδριάσεις τῶν ἐπιτροπῶν καθὼς ἐπίσης καὶ νὰ συμμετέχῃ εἰς ἐκλογὴν ἀξιωματῶν Συμβουλίου καὶ Ἐπιτροπῶν αὐτοῦ. Ἐν τούτοις, τὸ Μέλος τοῦτο οὐδενὸς τῶν ἄλλων δικαιωμάτων αὐτοῦ στερεῖται, οὐδὲ ἀπαλλάσσεται τῶν ὑποχρεώσεων τοῦ αἱ ὁποῖαι ἀπορρέουν ἐκ τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐκτὸς ἐὰν διαφοροτρόπως τὸ Συμβούλιον ἀποφασίσῃ. Οὐδεμία ἀπόφασις δύναται νὰ ἀπαλλάξῃ τοῦτο τῶν ἀπορρεουσῶν οἰκονομικῶν ὑποχρεώσεων ἐκ τῆς Συμφωνίας.

6. Πᾶν Μέλος τοῦ ὁποίου ἡ συμμετοχὴ εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν διακόπτεται, λόγω ἀποχωρήσεως αὐτοῦ, ἀποκλεισμοῦ ἢ ἑτέρου λόγου κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Συμφωνίας, ὑποχρεοῦται νὰ ἐξοφλήσῃ τὰς καταβλητέας ὀφειλάς του πρὸς τὸ Συμβούλιον, καὶ νὰ τηρήσῃ πᾶσαν ὑποχρέωσιν τὴν ὅποیان θὰ εἶχεν ἀναλάβει, πρὸ τῆς ἡμερομηνίας, ἀφ' ἧς τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἡ διακοπὴ τῆς συμμετοχῆς τούτου εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν. Τὸ μέλος τοῦτο δὲν δύναται νὰ ἔχῃ ἀπαιτήσεις ἐπὶ οὐδενὸς μέρους τοῦ προϊόντος τῆς ρευστοποιήσεως τοῦ πιστωτικοῦ ὑπολοίπου τοῦ Συμβουλίου κατὰ τὴν λήξιν τῆς Συμφωνίας.

7. Τὸ Συμβούλιον μετὰ τὴν ἐαρινὴν σύνοδον δημοσιεύει βεβαιωμένην κατάστασιν τῶν ἐσόδων καὶ ἐξόδων αὐτοῦ, τοῦ προηγούμενου ἡμερολογιακοῦ ἔτους.

8. Ἐν περιπτώσει διαλύσεως καὶ πρὸ αὐτῆς, τὸ Συμβούλιον λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς τακτοποίησιν τοῦ παθητικοῦ αὐτοῦ, τὴν κατάθεσιν πρὸς φύλαξιν τῶν ἀρχείων του καὶ διὰ τὴν χρησιμοποίησιν τοῦ ὑπάρχοντος πιστωτικοῦ ὑπολοίπου κατὰ τὴν χρονολογίαν ἐκπνοῆς τοῦ ὑπάρχοντος πιστωτικοῦ ὑπολοίπου κατὰ τὴν χρονολογίαν ἐκπνοῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XIII

Συνεργασία μεθ' ἑτέρων Ὁργανισμῶν καὶ ἀποδοχὴ παρατηρητῶν.

Ἄρθρον 39.

1. Τὸ Συμβούλιον λαμβάνει ἅπαντα τὰ κατάλληλα μέτρα διὰ νὰ συμβουλευῇται ἢ συνεργάζηται, μετὰ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν ὀργάνων αὐτῶν ἰδιαίτερος μετὰ τῆς Διασκέψεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὸ ἐμπόριον καὶ τὴν Ἀνάπτυξιν (Cnucad), μετὰ τῆς Ὁργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὰς τροφὰς καὶ τὴν Γεωργίαν (FAO) καὶ μετ' ἄλλων ἐξειδικευμένων ἰδρυμάτων τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν καὶ διακυβερνητικῶν Ὁργανώσεων ἐφ' ὅσον παρίσταται ἀνάγκη. Δύναται ἐπίσης νὰ λαμβάνῃ πᾶν μέτρον τὸ ὅποῖον κρίνει ἐνδεδειγμένον πρὸς συνεργασίαν αὐτοῦ, μετὰ τῶν ὀργανώσεων τῶν Κρατικῶν ἢ μὴ Κρατικῶν Ἰδρυμάτων. Δύναται ἐπίσης νὰ προσκαλῇ πᾶσαν Ὁργάνωσιν ἀναφερομένην ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ ἵνα παρακολουθῇ οἰανδήποτε τῶν συσκέψεων αὐτοῦ, ὑπὸ τὴν ιδιότητα τοῦ παρατηρητοῦ.

2. Τὸ Συμβούλιον, λαμβανομένου ὑπ' ὄψιν τοῦ ἰδιαίτερου ρόλου τὸν ὅποῖον ἔχει ἡ CNUCED εἰς τὸ Διεθνὲς ἐμπόριον βασικῶν προϊόντων, τηρεῖ, ταύτην δεόντως ἐνήμερον διὰ τὰς δραστηριότητας καὶ τὰ προγράμματα ἐργασίας αὐτοῦ. Ὡσαύτως ἐνημερώνει τὴν F.A.O.

3. Τὸ Συμβούλιον δύναται ἐπίσης νὰ προσκαλῇ πᾶν μέλος τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ἢ ἐν ἐκ τῶν ἐξειδικευμένων ἰδρυμάτων αὐτῶν, ἢ τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον Ἀτομικῆς Ἐνεργείας μὴ συμβαλλόμενον μέρος τῆς παρούσης Συμφωνίας ἵνα παρίσταται εἰς οἰανδήποτε τῶν συσκέψεων αὐτοῦ, ὑπὸ τὴν ιδιότητα τοῦ παρατηρητοῦ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XIV

Διαφωνίαι καὶ ἐνστάσεις.

Ἄρθρον 40.

1. Πᾶσα διαφωνία ἐκτὸς τῶν ἀμφισβητήσεων τῶν ἀναφερομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ 14 σχετικῇ μετὰ τὴν ἐρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας ἧτις δὲν ρυθμίζεται διὰ τῆς ὁδοῦ τῶν διαπραγματεύσεων παραπέμπεται τῇ αἰτήσῃ μέλους διαδίκου ἐν τῇ διαφορᾷ εἰς τὸ Συμβούλιον, πρὸς λήψιν ἀποφάσεως, κατόπιν γνώμης ἐν περιπτώσει ἀνάγκης Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς, τῆς ὁποίας ἡ σύνθεσις θὰ ὀρισθῇ ὑπὸ τοῦ ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ τοῦ εἰρημένου Συμβουλίου.

2. Ἡ ἡτιολογημένη γνώμη τῆς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς, ὑποβάλλεται εἰς τὸ Συμβούλιον, ὅπερ λύει εἰς πᾶσαν περίπτωσιν τὴν διαφορὰν, λαμβάνον ὑπ' ὄψιν του ὅλα τὰ χρησιμα στοιχεῖα πληροφοριῶν.

3. Ἡ αἰτίασις καθ' ἣν Μέλος δὲν ἐξεπλήρωσε τὰς ὑποχρεώσεις, αἵτινες ἀπορρέουν ἐκ τῆς παρούσης Συμφωνίας παραπέμπεται κατόπιν αἰτήσεως τοῦ Μέλους τοῦ διατυπώσαντος τὴν αἰτίασιν εἰς τὸ Συμβούλιον τὸ ὅποῖον ἀποφασίζει ἐν προκειμένῳ κατόπιν διαβουλεύσεως τῶν ἐνδιαφερομένων Μελῶν καὶ κατόπιν γνώμης ἐν περιπτώσει ἀνάγκης τῆς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς περὶ ἧς προβλέπει ἡ παράγραφος 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

4. Ἐν Μέλος δύναται, κατόπιν ψήφου τοῦ Συμβουλίου, νὰ θεωρηθῇ ἔνοχον ἀθετήσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας.

5. Ἐὰν τὸ Συμβούλιον διαπιστώσῃ ὅτι Μέλος κατέστη ἔνοχον ἀθετήσεως τινὸς τῆς παρούσης Συμφωνίας, δύναται νὰ ἐπιβάλῃ εἰς τὸ Μέλος τοῦτο κυρώσεις, ἐξικονουμένας ἀπὸ τῆς ἀπλῆς προειδοποιήσεως περὶ τῆς προσωρινῆς ἀναστολῆς τοῦ δικαιώματος ψήφου τοῦ ἐν λόγω Μέλους, μέχρις ὅτου τὸ Μέλος τοῦτο ἐκπληρώσῃ τὰς ὑποχρεώσεις αὐτοῦ ἢ ἀκόμη καὶ μέχρι τοῦ ἀποκλεισμοῦ τοῦ Μέλους τούτου ἐκ τῆς Συμφωνίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XV

Τελικαὶ διατάξεις.

*Άρθρον 41.

Συμμετοχή εἰς τὴν Συμφωνίαν.

1. Ἡ Κυβέρνησις παντὸς Κράτους προσκληθέντος εἰς τὴν Διάσκεψιν τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὸ ἐλαιόλαδον 1979, δύναται νὰ καταστή Συμβαλλόμενον Μέρος τῆς παρούσης Συμφωνίας, συμφώνως πρὸς τὴν συνταγματικὴν ἢ θεσμικὴν διαδικασίαν ταύτης :

- α) Διὰ τῆς ὑπογραφῆς ταύτης ἢ
- β) Διὰ τῆς ἐπικυρώσεως ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως ταύτης μετὰ τὴν ὑπογραφὴν ταύτης ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως ἢ
- γ) Διὰ τῆς προσχωρήσεως εἰς ταύτην.

2. Πᾶσα Κυβέρνησις ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν δημοῖ ἐάν, συμφώνως καὶ πρὸς τὴν Συνταγματικὴν ἢ Θεσμικὴν διαδικασίαν τῆς ἢ ὑπογραφῆς ταύτης ὑπόκειται ἢ ὅχι εἰς ἐπικύρωσιν, ἀποδοχὴν ἢ ἐγκρίσιν.

*Άρθρον 42.

Υπογραφή.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ παραμείνῃ ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφὴν εἰς Μαδρίτην, παρὰ τῇ Κυβερνήσει τῆς Ἰσπανίας, καλουμένη ἐφεξῆς «Θεματοφύλαξ», ἀπὸ 1ης Ἰουλίου μέχρι 16ης Νοεμβρίου 1979 συμπεριλαμβανομένης.

*Άρθρον 43.

Ἐπικύρωσις, ἀποδοχὴ ἢ ἐγκρίσις.

1. Ἐάν ἀπαιτῆται ἐπικύρωσις, ἀποδοχὴ ἢ ἐγκρίσις τὸ ἀντίστοιχον ἔγγραφον δέον ὅπως κατατεθῇ εἰς τὸν θεματοφύλακα τὸ βραδύτερον μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1979 ἐννοουμένου ὅτι τὸ Συμβούλιον, θὰ δύναται νὰ παρέχῃ μίαν ἢ περισσοτέρας παρατάσεις τῆς προθεσμίας εἰς πᾶσαν ὑπογράψαν Κυβέρνησιν, ἢ ὅποια δὲν θὰ ἔχει καταθέσῃ τὸ ἐν λόγω ἔγγραφον κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην.

2. Ἡ ἐπικύρωσις, ἢ ἀποδοχὴ ἢ ἢ ἐγκρίσις τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως τοῦ ἐν λόγω ἔγγραφου ἢ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἐάν αὕτη εἶναι μεταγενεστέρα τῆς ἄλλης.

*Άρθρον 44.

Προσχώρησις.

1. Ἡ Κυβέρνησις παντὸς μὴ ὑπογράψαντος Κράτους, δύναται νὰ προσχωρήσῃ εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν.

2. Ἡ προσχώρησις πραγματοποιεῖται διὰ τῆς καταθέσεως τοῦ ἔγγραφου προσχωρήσεως εἰς τὸν θεματοφύλακα, καὶ τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως τοῦ εἰρημένου ἔγγραφου ἢ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐάν αὕτη εἶναι μεταγενεστέρα τῆς ἄλλης.

3. Πᾶσα μὴ ὑπογράψασα Κυβέρνησις ἢ ὅποια γίνεταί ἀποδεκτὴ νὰ προσχωρήσῃ εἰς τὴν παροῦσαν συμφωνίαν, δυνάμει τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὀφείλει νὰ γνωστοποιήσῃ εἰς τὸν θεματοφύλακα ὅτι ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἀκολουθήσῃ ἐντὸς τῶν ταχυτέρων δυνατῶν προθεσμιῶν, τὴν ἀπαιτούμενην συνταγματικὴν ἢ θεσμικὴν διαδικασίαν τῆς, διὰ τὴν προσχώρησιν ταύτης εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν.

*Άρθρον 45.

Ἀνακοίνωσις προσωρινῆς ἐφαρμογῆς.

1. Πᾶσα ὑπογράψασα Κυβέρνησις, τῆς ὁποίας ἢ ὑπογραφὴ ὑπόκειται εἰς ἐπικύρωσιν, ἀποδοχὴν ἢ ἐγκρίσιν ἢ πᾶσα μὴ ὑπογράψασα Κυβέρνησις, ἔχουσα προβῆ εἰς τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἄρθρου 44 ἀνακοίνωσιν ὀφείλει, ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν, νὰ γνωστοποιήσῃ εἰς

τὴν θεματοφύλακα, ὅτι θὰ ἐφαρμόζῃ προσωρινῶς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν εἴτε ὅταν αὕτη θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 46, εἴτε ἐάν αὕτη ἔχῃ ἤδη τεθῇ ἐν ἰσχύϊ εἰς μίαν ὀριζομένην ἐν τῇ ἀνακοινώσει ἡμερομηνίαν. Ἐὰν δὲν ἀναφέρεται ὀρισμένη ἡμερομηνία ἐν τῇ ἀνακοινώσει περὶ προσωρινῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμφωνίας ἢ ἀνακοίνωσιν αὕτη ἰσχύει ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν αὕτη πραγματικῶς ποιεῖται ἢ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἐάν αὕτη εἶναι μεταγενεστέρα τῆς ἄλλης.

2. Καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τῆς περιόδου καθ' ἣν ἢ παροῦσα Συμφωνία εἶναι ἐν ἰσχύϊ εἴτε προσωρινῶς, εἴτε ὀριστικῶς, μία Κυβέρνησις ὑπογράψασα ἢ μία Κυβέρνησις μὴ ὑπογράψασα ἢ ὅποια ἔχει προβῆ εἰς τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀνακοίνωσιν καθίσταται προσωρινὸν Μέλος, μεθ' ὅλων τῶν δικαιωμάτων καὶ τῶν ὑποχρεώσεων Μέλους, μέχρι τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως τοῦ ἔγγραφου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἢ προσχωρήσεως.

*Άρθρον 46.

Ἐναρξίς ἰσχύος.

1. Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ὀριστικῶς τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1980 ἢ εἰς οἰανδήποτε ἡμερομηνίαν κατὰ τοὺς δώδεκα ἐπομένους μῆνας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης μεταξύ τῶν Κυβερνήσεων αἱ ὁποῖαι θὰ ἔχουν ὑπογράψῃ ταύτην καὶ εἰς περιπτώσεις καθ' ἃς ἢ Συνταγματικὴ ἢ Θεσμικὴ διαδικασία τῶν τὸ ἀπαιτεῖ, θὰ ἔχουν ἐπικυρώσει, ἀποδεχθῇ, ἢ ἐγκρίνῃ ταύτην ἢ αἱ ὁποῖαι θὰ ἔχουν προσχωρήσει εἰς ταύτην, ἐάν εἰς τὰς Κυβερνήσεις αὐτάς συμπεριλαμβάνονται αἱ Κυβερνήσεις ἐξ χωρῶν ἀντιπροσωπεύουσαι ἐν συνόλῳ τουλάχιστον τὸ 60 % τῆς παγκοσμίου παραγωγῆς ἐλαιολάδου κατὰ τὴν περίοδον ἀναφορᾶς τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῶν ἐδαφίων (γ) καὶ (δ) τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 3. Ἐάν ἢ παροῦσα Συμφωνία δὲν ἔχει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ, ὀριστικῶς, συμφώνως πρὸς τὰ ὀριζόμενα ἀνωτέρω αὕτη θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν μετὰ τὴν ἐναρξιν προσωρινῆς ἰσχύος ὅταν αἱ καθοριζόμεναι εἰς τὴν παροῦσαν παράγραφον προϋποθέσεις, ὡς πρὸς τὸν ἀριθμὸν Κυβερνήσεων καὶ τὴν ποσοστιαίαν ἀναλογίαν ἐπὶ τῆς παγκοσμίου παραγωγῆς ἐλαιολάδου θὰ ἔχουν συμπληρωθῇ διὰ τῆς καταθέσεως τῶν ἔγγραφων ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἢ προσχωρήσεως.

2. Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ προσωρινῶς τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1980 ἢ ἐτέραν ἡμερομηνίαν κατὰ τοὺς ἐπομένους δώδεκα μῆνας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης μεταξύ τῶν Κυβερνήσεων αἱ ὁποῖαι θὰ ἔχουν ὑπογράψῃ ταύτην καὶ εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ἢ Συνταγματικὴ ἢ Θεσμικὴ διαδικασία τὸ ἀπαιτεῖ, θὰ ἔχουν ἐπικυρώσει, ἀποδεχθῇ ἢ ἐγκρίνῃ ταύτην, ἢ αἱ ὁποῖαι θὰ ἔχουν προσχωρήσει εἰς ταύτην ἢ θὰ ἔχουν ἀνακοινώσει ὅτι θὰ ἐφαρμόζονταί ταύτην προσωρινῶς, ἐάν μεταξύ αὐτῶν περιλαμβάνονται αἱ Κυβερνήσεις ἐξ χωρῶν ἀντιπροσωπεύουσαι ἐν συνόλῳ τουλάχιστον 60 % τῆς παγκοσμίου παραγωγῆς ἐλαιολάδου κατὰ τὴν περίοδον ἀναφορᾶς τὴν ἀναφερομένην εἰς τὰ ἐδάφια (γ) καὶ (δ) τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 3.

3. Ἐάν, κατὰ τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1980, ἢ παροῦσα Συμφωνία δὲν ἔχει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ εἴτε προσωρινῶς εἴτε ὀριστικῶς, συμφώνως πρὸς τοὺς ἀναφερομένους εἰς τὰς παραγράφους 1 καὶ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὅρους ἀλλὰ ἔχει λάβει, ὅμως, ἐπαρκῆ ἀριθμὸν ὑπογραφῶν διὰ νὰ δύναται νὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ μετὰ ἐπικύρωσιν, ἀποδοχὴν ἢ ἐγκρίσιν, ἢ Διεθνῆς Συμφωνία ἐλαιολάδου τοῦ ἔτους 1963 θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ πέραν τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1980 μέχρι τῆς χρονολογίας ἐνάρξεως ἰσχύος προσωρινῶς ἢ ὀριστικῶς τῆς παρούσης Συμφωνίας, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι ἢ διάρκεια τῆς ἐν λόγω παρατάσεως δὲν δύναται νὰ ὑπερβῇ τοὺς δώδεκα μῆνας.

4. Ἐάν, τὴν 1ην Ἰανουαρίου ἢ παροῦσα Συμφωνία δὲν ἔχει συγκεντρώσει τὸν ἀπαιτούμενον ἀριθμὸν ὑπογραφῶν ἵνα δύναται νὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ μετὰ ἐπικύρωσιν, ἀποδοχὴν

ή έγκρισιν, ή εάν, την 31ην Δεκεμβρίου 1980, ή παρούσα Συμφωνία δέν έχει τεθή έν ισχύί είτε προσωρινώς είτε όριστικώς, συμφώνως πρός τά όρίζόμενα είς τάς παραγράφους 1 και 2 του παρόντος άρθρου αί Κυβερνήσεις αίτινες θά έχουν υπογράψει ταύτην και, είς περίπτωσιν καθ' ήν ή Συνταγματική ή Θεσμική διαδικασία των τό απαιτεί, θά έχουν επικυρώσει, άποδεχθή, ή έγκρίνει ταύτην ή θά έχουν προσχωρήσει είς ταύτην ή θά έχουν δηλώσει ότι θά εφαρμόζουν προσωρινώς ταύτην, θά δύνανται νά άποφασίσουν διά κοινής συμφωνίας ότι ή παρούσα Συμφωνία θά τεθή έν ισχύί, έν όλω ή έν μέρει, είς ότι τούς άφορά, ή θά δύνανται νά λάβουν οίανδήποτε άλλην άπόφασιν την όποιαν θά κρίνουν ότι απαιτούν αί περιστάσεις.

*Άρθρον 47.

Τροποποιήσις.

1. Τό Συμβούλιον δύναται νά συστήσῃ είς τά Μέλη τροποποιήσιν της παρούσης Συμφωνίας.

2. Τό Συμβούλιον καθορίζει την προθεσίαν έντός της οποίας έκαστον Μέλος δέον νά γνωστοποιήσῃ είς την θεματοφύλακα ότι άποδέχεται ή μή την τροποποίησιν.

3. Έάν, κατά την ήμερομηνίαν λήξεως της όριζομένης προθεσμίας συμφώνως πρός την παράγραφον 2 του παρόντος άρθρου, γίνη άποδεκτή ή τροποποίησις υπό Μελών τά όποία έχουν όμοϋ τουλάχιστον τά τέσσερα πέμπτα του συνολικού αριθμού των ψήφων των Μελών τά όποία έχουν δικαίωμα ψήφου και περιλαμβάνον τουλάχιστον τά τρία τέταρτα των ειρημένων Μελών, ή έν λόγω τροποποίησις τίθεται έν ισχύί από της ήμερομηνίας ταύτης, ή είς μεταγενεστέραν χρονολογίαν την όποιαν θά καθορίσῃ τό Συμβούλιον. Είς αντίθετον περίπτωση, θεωρείται ότι άποσύρτα ή τροποποίησις.

4. Πάν Μέλος έπ' όνόματι του όποιου δέν έγένητο ανακοίνωσις άποδοχής μιάς τροποποιήσεως κατά την ήμερομηνίαν κατά την όποιαν αύτη τίθεται έν ισχύί, παύει, από της ήμερομηνίας ταύτης, νά συμμετέχῃ είς την παρούσαν Συμφωνίαν έκτός εάν τό έν λόγω Μέλος άποδείξῃ είς τό Συμβούλιον ότι δέν ήδυνήθη νά προβῇ είς την άποδοχὴν της τροποποιήσεως έντός του απαιτουμένου χρόνου λόγω δυσχερειών τάς όποίας συνήντησε, ίνα ολοκληρώσῃ την συνταγματικήν ή θεσμικήν διαδικασίαν του και τό Συμβούλιον άποφασίσει νά παρατείνῃ την προθεσίαν άποδοχής της τροποποιήσεως διά τό έν λόγω Μέλος. Τό Μέλος τουτο δέν δεσμεύεται όσον άφορά την τροποποίησιν μέχρις ότου νά γνωστοποιήσῃ είς την θεματοφύλακα, την άποδοχὴν της έν λόγω τροποποιήσεως.

5. Πάν Μέλος τό όποιον, κατά την διάρκειαν της παρούσης Συμφωνίας καθίσταται Κράτος - Μέλος της Κοινότητος ή παντός έτέρου διακυβερνητικοϋ οργανισμοϋ αναφερομένου έν τῇ παραγράφω 2 του άρθρου 3, όφείλει νά πληροφορῇ τό Συμβούλιον περί τουτου εϋθύς ως ληφθῇ άπόφασις επί του θέματος τουτου και, πάντως πρό της ήμερομηνίας εφαρμογῆς της προσχωρήσεως αϋτου είς την έν λόγω Κοινότητα ή είς τόν έν λόγω διακυβερνητικόν οργανισμόν. Τό Συμβούλιον εξέτάζει τό θέμα κατά την άμέσως έπομένην συνεδρίασιν αϋτου προκειμένου νά διαπραγματευθῇ, μετά του, Μέλους τουτου, και της Κοινότητος ή του διακυβερνητικοϋ οργανισμοϋ, τάς καταλλήλους προσαρμογάς αί όποίαι άπορρέουν έκ των διατάξεων των παραγράφων 3 και 4 και του έδαφίου γ) της παραγράφου 8 του άρθρου 18, του άρθρου 34 και της παραγράφου 1 του άρθρου 35. Τό Συμβούλιον δύναται, είς τιαύτην περίπτωση, νά συστήσῃ τροποποίησιν συμφώνως πρός τās διατάξεις του παρόντος άρθρου.

*Άρθρον 48.

*Άποχώρησις.

1. Έάν έν Μέλος θεωρῇ ότι θίγονται τά συμφέροντα αϋτου έκ του γεγονότος ότι μία υπογράψασα Κυβέρνησις της οποίας ή υπογραφή υπόκειται είς επικυρώσιν, άποδοχὴν

ή έγκρισιν και ή όποία δέν έχει προβῇ είς ανακοίνωσιν προσωρινῆς εφαρμογῆς της Συμφωνίας, δέν προβαίνει είς την κατάθεσιν του όργάνου επικυρώσεως, άποδοχής ή έγκρίσεως ή άκόμη έκ του γεγονότος της λειτουργίας της Συμφωνίας έπιλαμβάνεται πρός τουτο τό Συμβούλιον, τό όποιον εξέτάζει τό θέμα κατά την πρώτην σύνοδόν του, ήτις έπεται της ανακοινώσεως είς την όποιαν προβαίνει τό έν λόγω Μέλος επί του θέματος τουτου.

Έάν, μετά την εξέτασιν του θέματος υπό του Συμβουλίου, τό περι οϋ πρόκειται Μέλος εξακολουθῇ νά θεωρῇ ότι ζημιούνται τά συμφέροντά του, δύναται νά άποχωρήσῃ της παρούσης Συμφωνίας τῇ υποβολῇ έγγραφου γνωστοποιήσεως περί της άποχωρήσεώς του είς την θεματοφύλακα.

2. Παρά τās διατάξεις της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου, πᾶν Μέλος δύναται νά άποχωρήσῃ της παρούσης Συμφωνίας είς οίονδήποτε χρόνον μετά την έναρξιν ισχύος ταύτης, διά της υποβολῆς έγγραφου ανακοινώσεως περί της άποχωρήσεως είς την θεματοφύλακα.

3. Η πραγματοποιουμένη άποχώρησις δυνάμει του παρόντος άρθρου τίθεται έν ισχύί είς τό τέλος του ήμερολογιακοϋ έτους κατά τόν όποιον έγένητο υπό του Μέλους ή ανακοίνωσις είς την θεματοφύλακα.

*Άρθρον 49.

Διάρκεια, παράτασις, συνέχισις
ή άνανέωσις και έκπνοή.

1. Η παρούσα Συμφωνία θά παραμείνῃ έν ισχύί μέχρι της 31ης Δεκεμβρίου 1984, έκτός εάν παραταθῇ ή συνεχισθῇ κατ' εφαρμογών των παραγράφων 2 ή 4 του παρόντος άρθρου.

2. Τό Συμβούλιον πρό της λήξεως του έτους 1984 θά δύναται δι' όμοφώνου άποφάσεως των Μελών, νά παρατείνῃ την παρούσαν Συμφωνίαν διά περίοδον μή υπερβαίνουσαν τά δύο ήμερολογιακά έτη.

Τό Συμβούλιον θά ανακοινώσῃ την έν λόγω παράτασιν είς την θεματοφύλακα ή όποία θά πληροφορήσῃ περί τουτου τόν Γενικόν Γραμματέα του 'Οργανισμοϋ 'Ηνωμένων Έθνών.

3. Πρό της έκπνοῆς της παρούσης Συμφωνίας κατά την προβλεπομένην χρονολογίαν έν τῇ παραγράφω 1 του παρόντος άρθρου ή έν περιπτώσει παρατάσεως, κατά την ήμερομηνίαν την όριζομένην έκ των διατάξεων της παραγράφου 2 του παρόντος άρθρου, τό Συμβούλιον θά άπευθύνῃ τά Μέλη κατά τόν χρόνον τόν όποιον κρίνει εϋθετον τάς συστάσεις αϋτου διά την συνέχισιν ή την άνανέωσιν της παρούσης Συμφωνίας.

4. Έάν, πρό της λήξεως της παρούσης Συμφωνίας έχει διαπραγματευθῇ μία νέα συμφωνία ή ένα νέον πρωτόκολλον διά την συνέχισιν της παρούσης Συμφωνίας και εάν ή νέα αϋτή συμφωνία ή τό νέον τουτο πρωτόκολλον έχει συγκεντρώσει τόν απαιτούμενον αριθμόν υπογραφών ίνα δύναται νά τεθῇ έν ισχύί μετά την κατάθεσιν των έγγραφων επικυρώσεως, άποδοχής ή έγκρίσεως, ή ανακοινώσεων προσωρινῆς εφαρμογῆς, αλλά ή ειρημένη νέα συμφωνία ή τό ειρημένον πρωτόκολλον δέν έχει τεθῇ έν ισχύί προσωρινώς ή όριστικώς, ή παρούσα Συμφωνία θά παραμείνῃ έν ισχύί πέραν της ήμερομηνίας έκπνοῆς αϋτης, μέχρις έναρξεως ισχύος της νέας συμφωνίας ή του νέου πρωτοκόλλου, χωρίς όμως ή διάρκεια της έν λόγω παρατάσεως νά δύναται νά υπερβῇ τούς δώδεκα μήνας.

5. Με την λήξιν της παρούσης Συμφωνίας έκτός περιπτώσεως παρατάσεως, συνέχισεως ή άνανέωσεως ταύτης θά γίνη έκκαθάρισις των λογαριασμών τούς όποιους έχει αναλάβει τό Συμβούλιον και ρευστοποιήσις των κεφαλαίων τά όποία διαχειρίζεται συμφώνως πρός τούς όρους τούς όποιους θά όρίσῃ τό Συμβούλιον κατά τās διατάξεις της παρούσης Συμφωνίας. Διά την εφαρμογήν των διατάξεων αϋτων και των άλλων όρων σχετικών μέ την έκκαθάρισιν τό Συμβούλιον θά συνεχίσῃ την άποστολήν τουτου καθ' όσον

χρόνον είναι αναγκαῖον καὶ θὰ ἀσκῇ τὰς ἀρμοδιότητας καὶ τὰ καθήκοντα τὰ ὅποια ἔχουν ἀνατεθῇ εἰς τοῦτο διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας, καθ' ὃ μέτρον εἶναι ἀναγκαῖον ἵνα φέρῃ εἰς πέραν τὸ καθήκον αὐτοῦ.

Ἄρθρον 50.

Αὐθεντικὰ κείμενα τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Τὰ κείμενα τῆς παρούσης Συμφωνίας εἰς τὰς, Ἀγγλικήν, Ἀραβικὴν, Ἰσπανικὴν, Γαλλικὴν καὶ Ἰταλικὴν, γλώσσας εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικὰ τὰ δὲ πρωτότυπα αὐτῶν ἔχουν κατατεθῇ παρὰ τῇ Ἰσπανικῇ Κυβερνήσει.

Εἰς πίστωσησιν τούτων οἱ κάτωθι ὑπογεγραμμένοι δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι διὰ τὸν σκοπὸν αὐτὸν ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως αὐτῶν ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν κατὰ τὰς ἐναντι τῶν ὑπογραφῶν των ἡμερομηνίας.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ τῇ 30ῇ Μαρτίου χίλια ἑνεακόσια ἑβδομήκοντα ἑνέα (1979).

Ἄρθρον δεύτερον.

Πρὸς ἀντιμετώπισιν τῶν δαπανῶν συμμετοχῆς τῆς Ἑλλάδος εἰς τὴν διὰ τοῦ παρόντος νόμου κυρουμένην Διεθνῇ Συμφωνίαν τοῦ Ἑλαιολάδου τοῦ ἔτους 1979 ἀναγράφεται κατ' ἔτος εἰς τὸν προϋπολογισμὸν ἐξόδων τοῦ Ὑπουργείου

Γεωργίας, ὑπὸ ἴδιον Κωδικὸν ἀριθμὸν, ἡ ἀναγκαία πίστωση ἀρχῆς γενομένης ἀπὸ τοῦ ἔτους 1981.

Ἄρθρον τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος νόμου ἀρχεῖται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 9 Ἰουλίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ	ΕΣΤΕΡΙΚΩΝ
ΙΩΑΝΝΗΣ ΠΑΛΑΙΟΚΡΑΣΣΑΣ	ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ
ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ	ΓΕΩΡΓΙΑΣ
ΜΙΛΤΙΑΔΗΣ ΕΒΕΡΤ	ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 9 Ἰουλίου 1981

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

Η ΓΕΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Η έτησια συνδρομή της 'Εφημερίδας της Κυβερνήσεως, ή τιμή των φύλλων της που πωλούνται τμηματικά και τα τέλη δημοσιεύσεων στην 'Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, καθορίσθηκαν από 1 'Ιανουαρίου 1981 ως ακολούθως:

Α' ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

1. Για το Τεύχος Α'	Δραχ.	1.500
2. » » » Β'	»	3.000
3. » » » Γ'	»	1.000
4. » » » Δ'	»	2.500
5. » » » Νομικών Προσώπων Δ.Δ. κ.λπ. »	»	1.000
6. » » » 'Αν. Εξ. Δικαστηρίου	»	200
7. » » » Παράρτημα	»	600
8. » » » 'Ανεξάρτητων 'Εταιρειών κ.λπ. »	»	7.000
9. » » Δελτίο 'Εμπορικής και Βιομηχανικής 'Ιδιοκτησίας	»	600
10. Για όλα τα τεύχη και το Δ.Ε.Β.Ι.	»	15.000

Οι Δήμοι και οι Κοινότητες του Κράτους καταβάλλουν το 1/2 των ανωτέρω συνδρομών.

Υπέρ του Ταμείου 'Αλληλοβοήθειας Προσωπικού του 'Εθνικού Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) αναλογούν τα εξής ποσά:

1. Για το Τεύχος Α'	Δραχ.	75
2. » » » Β'	»	150
3. » » » Γ'	»	50
4. » » » Δ'	»	125
5. » » » Νομικών Προσώπων Δ.Δ. κ.λπ. »	»	50
6. » » » 'Αν. Εξ. Δικαστηρίου	»	10
7. » » » Παράρτημα	»	30
8. » » » 'Ανεξάρτητων 'Εταιρειών κ.λπ. »	»	350
9. » » Δελτίο 'Εμπ. και Βιομ. 'Ιδιοκτησίας .	»	30
10. Για όλα τα τεύχη	»	750

Β' ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Η τιμή πωλήσεως κάθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., είναι 7 δρχ., από 9 ως 24 σελ. 14 δρχ., από 25 ως 48 σελ. 20 δρχ., από 49 ως 80 σελ. 40 δρχ., από 81 σελ. και άνω ή τιμή πωλήσεως κάθε φύλλου προσαυξάνεται κατά 40 δρχ. ανά 80 σελίδες.

Γ' ΤΙΜΗ ΦΩΤΟΑΝΤΙΓΡΑΦΩΝ

Η τιμή διαδόσεως στο κοινό των εκδομένων από το 'Εθνικό Τυπογραφείο φωτοαντιγράφων των διαφόρων φύλλων της 'Εφημερίδας της Κυβερνήσεως καθορίζεται σε τρεις (3) δραχμές κατά σελίδα.

Δ' ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

1. Στο τεύχος 'Ανεξάρτητων 'Εταιρειών και 'Εταιρειών Περιορισμένης Ευθύνης:

Α' 'Ανεξάρτητων 'Εταιρειών:

1. Τών καταστατικών	Δρχ.	18.000
2. Τών αποφάσεων περί συγχωνεύσεως άνωτέρων εταιρειών	»	18.000
3. Τών κωδικοποιήσεων τών καταστατικών (ΦΕΚ 309/67, τ. Β')	»	9.000
4. Τών τροποποιήσεων τών καταστατικών	»	5.000
5. Τών λογισμικών κάθε χρήσεως	»	8.000
6. Τών υπουργικών αποφάσεων περί παραχώρις άδειας έκτακτως τών εργασιών 'Ασφαλιστικών 'Εταιρειών, τών εκδόσεων εκτιμήσεως περιουσιακών στοιχείων και τών αποφάσεων του Δ.Σ. του ΕΛΤΑ, με τις όποιας εγκρίνονται και δημοσιεύονται οι κανονισμοί αυτού	»	7.000
7. Τών αποφάσεων περί εγκαταστάσεως υποκαταστήματος, διορισμού γενικού πράκτορος και παραχώρις πληρεξουσιότητας προς αντιπροσώπευσιν εν 'Ελλάδι άλλοδαπών 'Εταιρειών και τών αποφάσεων περί μεταβιβάσεως του χαρτοφυλακίου 'Ασφαλιστικών 'Εταιρειών κατά το άρθρο 59 παρ. 1 του Ν.Δ. 400/70	»	4.000
8. Τών ανακοινώσεων για κάθε μεταβολή που γίνεται με απόφαση Γ.Σ. ή Δ.Σ., τών προσκλήσεων σε γενικές συνελεύσεις, τών κατά το άρθρο 32 του Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τών ανακοινώσεων, που προβλέπονται από το άρθρο 59 παρ. 3 του Ν.Δ. 400/1970 περί 'Αλλοδαπών 'Ασφαλιστικών 'Εταιρειών, τών αποφάσεων του Διοικητικού Συμβουλίου του ΕΛΤΑ, που αναφέρονται σε προσωρινές διατάξεις και τών αποφάσεων του Υπ. Συγκροτησίου δια τούς ΗΑΠΙΠ - ΗΕΑΠ - ΟΣΕ	»	2.000
9. Τών ουσιωδών μηνιαίων καταστάσεων τών Τραπεζικών 'Εταιρειών	»	2.000

10. Τών αποφάσεων της επιτροπής του Χρηματιστηρίου περί εισαγωγής χρεωγράφων εις το χρηματιστήριο προς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως προς τας διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/1967»

11. Τών αποφάσεων της επιτροπής κεφαλαιαγοράς περί διαγραφής χρεωγράφων εκ του χρηματιστηρίου, συμφώνως προς τας διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/67»

12. Τών αποφάσεων περί έγκρίσεως τιμολογίων τών 'Ασφαλιστικών 'Εταιρειών

Β' 'Εταιρειών Περιορισμένης Ευθύνης:

1. Τών καταστατικών	Δρχ.	2.000
2. Τών κωδικοποιήσεων τών καταστατικών	»	2.000
3. Τών λογισμικών κάθε χρήσεως	»	2.500
4. Τών εκδόσεων εκτιμήσεως περιουσιακών στοιχείων	»	2.000
5. Τών τροποποιήσεων τών καταστατικών (για κάθε συμβολαιογραφική πράξη)	»	800
6. Τών ανακοινώσεων με συμβολαιογραφική πράξη	»	800
7. Τών ανακοινώσεων με απόφαση της Γ.Σ.	»	600
8. Τών προσκλήσεων σε γενικές συνελεύσεις	»	600

Γ' 'Αλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών - 'Αλληλασφαλιστικών Ταμείων και Φιλανθρωπικών Σωματείων:

1. Τών υπουργικών αποφάσεων περί χορηγήσεως άδειας λειτουργίας 'Αλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών - 'Αλληλασφαλιστικών Ταμείων	»	2.000
2. Τών λογισμικών τών άνωτέρω Συνεταιρισμών, Ταμείων και Σωματείων	»	2.500

Δ' Τών δικαστικών πράξεων:

Π. Στο Τέταρτο τεύχος:	Δρχ.	800
Τών δικαστικών πράξεων για παρακατάθεση αποζημιώσεως	»	800

Ε' ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Οι συνδρομές του έσωτερικού και τα τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στο Δημόσια Ταμείο έναντι αποδεικτικού εισπράξεως, το όποιο φροντίζει ο ενδιαφερόμενος να το στείλει στη Γενική Δ/ση του 'Εθνικού Τυπογραφείου.

2. Οι συνδρομές του έξωτερικού είναι δυνατό να στέλνονται και σε ανάλογο συνάλλαγμα με έπιταγή ήπ' όνόματι του Διευθυντή τών Διοικητικών και Οικονομικών Υποθέσεων του 'Εθνικού Τυπογραφείου.

3. Το ύψος του ΤΑΠΕΤ ποσοστό επί τών άνωτέρω συνδρομών και τών δημοσιεύσεων καταβάλλεται ως εξής:

- α) στην 'Αθήνα: στο Ταμείο του ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα 'Εθνικού Τυπογραφείου),
- β) στις υπόλοιπες πόλεις του Κράτους: στο Δημόσια Ταμείο και αποδίδεται στο ΤΑΠΕΤ σύμφωνα με τις 192378/3639/1947 (ΡΟΝΕΟ 185) και 178048/5321/51.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) εγκύκλιος διαταγής του Γ.Λ.Κ.,
- γ) στις περιπτώσεις συνδρομών έξωτερικού: όταν ή αποστολή τους γίνεται με έπιταγές και μ' αυτές στέλνεται και το ύψος του ΤΑΠΕΤ ποσοστό.

Ο Γενικός Διευθυντής
ΑΘΑΝ. ΠΑΝ. ΣΠΕΛΙΟΠΟΥΛΟΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ